



S'unir pour la nature

NUMÉRO 1

Le magazine officiel
des Membres de l'UICN

LE NOUVEAU MAGAZINE
DES MEMBRES DE L'UICN

Voir les choses en grand

Comment appliquer à grande échelle les solutions
fondées sur la nature pour en maximiser l'impact ?

OUTILS DE CONSERVATION

Des plateformes pour
collaborer et mesurer
les progrès

TECHNOLOGIE

L'IA peut-elle nous
aider à protéger
la nature ?

DU CÔTÉ DE NOS MEMBRES

Des exemples
de réussite issus
de toute l'UICN



L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) est l'autorité mondiale sur l'état du monde naturel et les mesures nécessaires à sa sauvegarde.

Siège de l'UICN
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse

Le magazine des Membres de l'UICN, *S'unir pour la nature*, est disponible en anglais, français et espagnol et est publié deux fois par an par Think, au nom de l'UICN.

Adhésion à l'UICN
Découvrez les avantages de l'adhésion à l'UICN en tant que Membre ou de l'intégration d'une Commission de l'UICN www.iucn.org/members

Responsable éditorial de l'UICN
Iain Stewart (Directeur de l'UICN, Unité de soutien aux Membres et aux Commissions)

Comité éditorial de l'UICN
Ann-Katrine Garn, Kedar Gore, Rehema Kahurananga, SungAh Lee, Chris Mahon, Sarah Over, Fauza Namukuve, Will Richard, Liz Thompson

Rédacteur en chef
Tom Ireland
Rédactrice du groupe
Emily Rodway
Directrice artistique
Amanda Richardson
Secrétaire de rédaction
Camilla Elwes
Directeur exécutif
John Innes, john.innes@thinkpublishing.co.uk
www.thinkpublishing.co.uk

© Union internationale pour la conservation de la nature
Imprimé par Zenith Print, Pays de Galles

Photo de couverture : Mikoko Pamoja, au Kenya, est un projet communautaire de conservation et de restauration des mangroves.
Photographe : Anthony Ochieng/TonyWild



À LA UNE

- 2 ACTUALITÉS**
Prix et distinctions de l'UICN, et une nouvelle communauté virtuelle pour les Membres
- 6 UN MONDE DE BONNES NOUVELLES**
Des exemples de changements positifs dans le monde entier
- 8 L'ANALYSE DE L'EXPERT**
Minna Epps, Responsable du service des océans, se penche sur les prochaines étapes du nouveau Traité sur la haute mer

ÉCHOS

- 10 PORTRAITS DE MEMBRES**
La conservation avec Parks Victoria, Australie, et la protection des gibbons houlocks avec Cloud Mountain Conservation en Chine
- 22 AUTRES PORTRAITS DE MEMBRES**
Protection de la diversité géologique de la Terre, et pratique de la chasse sous-marine avec Parcs Canada
- 24 GROS PLAN SUR : CFN**
Découvrez Contributions à la Nature, l'outil de conservation de l'UICN
- 28 ÉVÉNEMENTS**
Réunions et événements sur l'environnement à inscrire à votre agenda en 2023

REPORTAGES

- 12 CONSERVATION ET INFORMATIQUE**
Comment les défenseurs de la nature ont recours à l'IA et l'apprentissage automatique pour protéger la nature
- 16 LIBÉRER LE POTENTIEL DE LA NATURE**
Élaborer des solutions fondées sur la nature suffisamment importantes pour avoir une incidence mondiale
- 20 ENTRETIEN**
Vanessa Nakate, militante ougandaise, nous parle de l'importance de faire entendre la voix de l'Afrique sur le climat





Bienvenue dans S'unir pour la nature

Nous sommes ravis de vous présenter ce nouveau magazine destiné aux Membres de l'UICN. Son nom, *S'unir pour la nature*, renvoie à de la nécessité de travailler ensemble pour créer un monde juste qui valorise et préserve la nature. Au fil de ces pages, nous vous présenterons des réussites passées, des activités en cours et de futures opportunités de conservation en provenance du gigantesque réseau environnemental pluriel qu'est l'Union de l'UICN.

Nous lançons ce magazine pour montrer combien les Membres de l'UICN sont importants pour l'Union. En donnant aux Membres une plateforme pour partager leur expérience en matière de conservation, nous contribuerons à diffuser les bonnes pratiques et les réussites dans tout le secteur de la conservation. Ce magazine contribuera également à donner un objectif commun aux Membres, aux Commissions et au Secrétariat.

Ce magazine, qui sera publié deux fois par an en anglais, en français et en espagnol, offrira également des avantages à nos Membres. Il vous informera sur les outils de conservation de l'UICN et sur l'actualité de la conservation. Il vous aidera à renforcer votre influence à l'échelle internationale en vous montrant comment vous pouvez façonner l'agenda mondial de la conservation par le biais de l'UICN, et vous informera des possibilités de participation à des projets de conservation sur le terrain.

Lorsque nous regardons autour de nous et voyons l'impact positif du travail de l'UICN, de ses Membres, de ses Commissions et de ses Comités régionaux et nationaux, nous nous sentons honorés de faire partie de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Nous espérons que vous prendrez plaisir à découvrir toutes ces belles réalisations dans ce numéro et les suivants !

Meilleurs vœux,

Razan Al Mubarak, Président de l'UICN ; et
Grethel Aguilar, Directrice générale par intérim de l'UICN

Les mangroves,
une solution fondée
sur la nature, page 16



DES DÉFENSEUSES DE L'ENVIRONNEMENT RÉCOMPENSÉES PAR DES PRIX

Trois grandes défenseuses de l'environnement ont été mises à l'honneur par l'UICN à l'occasion du 5^e Congrès international des aires marines protégées (IMPAC5).

Eleanor Sterling, directrice de l'Institut de biologie marine d'Hawaii, qui a passé plus de vingt ans à la tête du Centre pour la biodiversité et la conservation de l'American Museum of Natural History, a reçu le prix Fred Packard en reconnaissance de plus de trente ans de travail dans le domaine de la conservation. Elle nous a quittés le 11 février 2023.

L'avocate Kristina Gjerde, Conseillère principale pour la haute mer auprès du Secrétariat de l'UICN, a également reçu le prix Fred Packard pour ses efforts visant à assurer une protection juridique aux océans au-delà de la juridiction nationale.

María del Carmen García Rivas, chercheuse et garde forestière forte de 25 ans d'expérience au côté des communautés pour protéger la faune et la flore et restaurer les écosystèmes, a reçu le prix Kenton R Miller. Elle se voit récompenser pour son travail à la tête du projet Hurricane Insurance dans le parc national de Puerto Morelos, et pour son rôle de modèle pour les gardes forestiers et les professionnels de la protection de l'environnement.



Dr María del Carmen García Rivas



Dr Eleanor Sterling



Dr Kristina Gjerde

L'UICN soutient de nouveaux travaux pour lutter contre la violence basée sur le genre

L'UICN soutient cinq nouveaux projets visant à lutter contre la violence basée sur le genre en lien avec le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

La violence basée sur le genre est utilisée dans le monde entier pour exercer un contrôle sur les terres et les ressources naturelles, et est souvent exacerbée dans les régions qui connaissent une dégradation de l'environnement et une perte de leur biodiversité à cause du changement climatique et des industries extractives.

Le programme RISE (Resilient, Inclusive and Sustainable Environments), financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), soutiendra



La pénurie de ressources alimentaires exacerbe les violences basées sur le genre

cinq projets en Amérique centrale, en Afrique de l'Est et du Sud, et en Asie du Sud-Est. Ces projets portent sur la violence basée sur le genre dans le cadre de la protection de l'environnement, de l'utilisation des

ressources dans les milieux vulnérables au changement climatique, et de la protection des femmes autochtones et des défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme.

Le concours de subventions RISE est le premier fonds de ce type, et fait directement écho aux recherches de l'UICN qui montrent que le risque de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles est accru par la pénurie de ressources naturelles et les pressions et menaces sur l'environnement.

Un nouvel appel à candidatures a été lancé pour le RISE 2023. Vous trouverez davantage d'informations à l'adresse genderandenvironment.org/rise-challenge

Le Leaders Forum mettra en œuvre le cadre pour la biodiversité

En octobre prochain se tiendra le deuxième Leaders Forum de l’UICN à Genève, en Suisse. Au programme notamment, la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité, adopté à Montréal l’année dernière.

Le Leaders Forum a été créé l’année dernière afin de réunir chaque année les leaders mondiaux sur des thématiques-clés de l’agenda international. Pour les Membres de l’UICN, cet événement est l’occasion de collaborer avec des leaders et des acteurs du changement issus des gouvernements, de la société civile, des groupes autochtones et du secteur privé, en vue de renforcer l’action collective en faveur de la nature et du climat.

Sous le thème « Objectifs mondiaux pour la nature : suivi des progrès, financement des succès », le Leaders Forum 2023 servira d’espace de dialogue sur la mise en œuvre des objectifs mondiaux en matière de biodiversité aux niveaux local, national et régional. Les discussions porteront sur les indicateurs, le suivi et le reporting, ainsi que sur des questions cruciales liées au financement des objectifs mondiaux pour la nature.

L’UICN propose des tarifs d’inscription réduits pour les jeunes et les jeunes professionnels, les Membres de l’UICN et certaines organisations, ainsi que pour les participants des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Pour plus d’informations, rendez-vous sur www.iucn.org/leadersforum



Délégués au Leaders Forum de l’UICN 2022



Lancement d’une communauté virtuelle de la conservation

L’UICN a lancé une nouvelle communauté virtuelle pour permettre à ses Membres de réseauter et collaborer, d’accéder à des ressources et de les partager, et d’organiser des événements ou d’y participer.

Lancée en avril, IUCN Engage est une plateforme conviviale qui permettra aux Membres, au Secrétariat et aux Commissions d’experts de se réunir, de partager des idées et d’œuvrer à des objectifs communs. Nous espérons que la plateforme jouera un rôle clé dans la mobilisation de l’Union pour atteindre les objectifs ambitieux de Nature 2030.

Les utilisateurs pourront rejoindre des groupes, participer à des discussions,

contribuer à des documents, publier des opportunités et consulter l’actualité et les outils de conservation de l’UICN. Chaque Commission et groupe de Commissions dispose d’une communauté dédiée, dont les membres peuvent partager leurs derniers travaux et organiser des événements.

Pour accéder à IUCN Engage, connectez-vous à l’aide des identifiants de votre compte UICN. Dans l’onglet « About », une section aide les utilisateurs à comprendre les caractéristiques de la plateforme (« Welcome to IUCN Engage »), et les utilisateurs sont encouragés à renseigner leur profil.

Pour rejoindre IUCN Engage, rendez-vous sur engage.iucn.org

L’UICN demande le maintien de l’interdiction de l’exploitation minière en eaux profondes

Bruno Oberle, ancien directeur général de l’UICN, a exhorté les membres de l’Autorité internationale des fonds marins (ISA) à maintenir le moratoire mondial sur l’exploitation minière en eaux profondes. La deuxième partie de la 28^{ème} session de l’Autorité internationale des fonds marins se tiendra en juillet. À cette occasion, il se pourrait que l’organisation autorise les activités minières au fond des mers.

Lors du Congrès de l’UICN de 2021 à Marseille, les Membres de l’UICN ont voté en faveur de l’adoption de la résolution 122, qui appelle à un moratoire sur l’exploitation minière des fonds marins dans l’attente d’évaluations, de consultations et de mesures de protection appropriées.



PHOTO : SHUTTERSTOCK

Des négociations en cours en vue d'un traité mondial sur les plastiques

L'UICN participe aux négociations en vue du premier traité mondial juridiquement contraignant sur les plastiques. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique (CIN-2) s'est tenue à Paris du 29 mai au 2 juin. Les experts de l'UICN ont dispensé aux parties prenantes des conseils juridiques, scientifiques et techniques.

Guidée par les résolutions 019 et 069 du Congrès de l'UICN de 2021, l'Union appelle les parties à convenir d'objectifs et d'actions visant à mettre fin à toute pollution plastique d'ici 2030, et à mettre fin à la pollution par les plastiques à usage unique d'ici 2025. Karine Siegwart, Conseillère politique principale de l'UICN, a déclaré qu'un accord visant à mettre fin à toute pollution plastique d'ici 2030 était essentiel pour la réalisation des objectifs mondiaux en matière de biodiversité et de développement durable, et pour honorer les engagements pris dans le cadre du Traité sur la haute mer.



Bruno Oberle
et Bérangère
Couillard

Un ancien directeur général mis à l'honneur

L'ancien directeur général de l'UICN, Bruno Oberle, a été décoré de la plus haute distinction de France en reconnaissance de son engagement en faveur de la conservation de la nature.

M. Oberle, qui a quitté ses fonctions fin juin 2023, a été nommé Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur, une distinction décernée par le Président de la République française aux personnes ayant rendu des services exceptionnels. M. Oberle a reçu cette distinction pour avoir travaillé pendant plus de 40 ans au carrefour de la politique environnementale, du développement économique et de l'équilibre social, et pour avoir supervisé les efforts de l'UICN visant à mobiliser et accompagner les États membres de l'Union.



Les biobanques,
essentiels à la conservation
de la biodiversité

©THE TRUSTEES OF THE NATURAL HISTORY MUSEUM

L'UICN LANCE UN NOUVEAU GROUPE POUR SOUTENIR LES BIOBANQUES DE CONSERVATION

Un nouveau groupe de spécialistes a été créé en vue d'instaurer un réseau mondial de biobanques pour la conservation. Face au rapide déclin des populations d'animaux sauvages, la préservation de la diversité génétique par le biais de biobanques est une nécessité grandissante pour comprendre, caractériser et conserver la biodiversité.

Le nouveau Groupe de spécialistes des biobanques animales pour la conservation (ABC SG), qui fait partie de la Commission pour la sauvegarde des espèces de l'UICN, va contribuer à une entreprise mondiale de collecte, de mise en réserve et de partage de ressources génétiques, véritable pilier des efforts de conservation actuels et futurs.

L'ABC SG est coprésidé par Oliver Ryder (San Diego Zoo Wildlife Alliance) et

Boripat Siriaronrat (université de Mahidol, Thaïlande). M. Ryder a déclaré que le but de ce nouveau groupe était d'instaurer un réseau mondial de partage d'informations et d'expertise, dont l'objectif est la création d'installations dans lesquelles seront cryopréservés des cellules et tissus viables d'animaux.

L'une des premières étapes consistera à réaliser un « balayage d'horizon », afin de déterminer quels acteurs mettent actuellement en réserve des ressources viables dans une biobanque, et quelles espèces l'ont été jusqu'ici. Il est également nécessaire de recenser ces biobanques pour identifier les lacunes dans la représentation des participants et des parties prenantes, et garantir que tous les efforts de l'ABC SG soient inclusifs, justes et équitables.

L'UICN nomme un nouveau Directeur général par intérim

Mme Grethel Aguilar a été nommée Directrice générale par intérim de l'UICN et a pris ses fonctions le 1er juillet, à la suite du départ de M. Bruno Oberle.

Auparavant, en tant que Directrice générale adjointe de l'UICN, elle était responsable des régions et des bureaux extérieurs. Mme Aguilar a plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de la conservation, et s'intéresse particulièrement au droit de l'environnement, à la gouvernance de l'eau et aux droits des peuples autochtones et des communautés locales.

D'un commun accord, M. Oberle

a quitté ses fonctions de Directeur général à la fin du mois de juin 2023. Le Président de l'UICN, Razan Al Mubarak, l'a remercié pour ses contributions essentielles à l'UICN depuis juillet 2020, au premier rang desquelles le succès du Congrès de l'UICN à Marseille en 2021, et la restructuration et la modernisation du Secrétariat de l'Union.

Mme Aguilar dirigera l'UICN tout au long de ce processus de transition. Le Conseil de l'UICN a mis en place un comité de recherche de candidats, et prévoit de nommer un nouveau Directeur général d'ici le quatrième trimestre 2023.

L'UICN, 75 ans d'histoire



**Ci-dessus :
réunion pour
la création de
l'IUPN en
1948**

1960

Création de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN.

1958

Création de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN.

1956

L'Union change de nom et devient l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

5 OCT 1948

L'Union internationale pour la protection de la nature (IUPN) est créée à Fontainebleau (France).

1961

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) est créé en tant qu'organisation complémentaire.

1964

La Liste rouge des espèces menacées™ de l'UICN s'impose comme la principale référence sur les risques d'extinction.

1966

Création de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales.

1978

L'UICN définit les premières catégories d'Aires protégées afin de permettre une analyse comparative des aires protégées dans le monde.

1993

Le premier Comité régional de l'UICN est fondé en Amérique du Sud. L'UICN compte aujourd'hui plus de 60 comités nationaux et régionaux dans le monde.

1991

La publication du guide *Caring for the Earth* oriente l'élaboration de la Convention de Rio sur la diversité biologique (CDB).

1988

Les Membres de l'UICN appellent les gouvernements à créer des stratégies nationales de conservation.

1980

Publication de la *Stratégie mondiale de la conservation*.

1996

Le premier Congrès mondial de la nature de l'UICN se tient à Montréal.

1999

L'Assemblée générale des Nations Unies accorde à l'UICN le statut d'observateur officiel.

2003

Le programme Entreprises et biodiversité de l'UICN est lancé pour souligner le rôle du secteur privé.

2008

Début de l'élaboration de la Liste verte de l'UICN, qui répertorie les aires protégées répondant aux normes mondiales de conservation de la nature.

2016

L'Union crée une nouvelle catégorie de Membres pour les organisations de peuples autochtones.

2014

La Liste rouge des écosystèmes de l'UICN devient la norme mondiale pour l'évaluation des écosystèmes.

2011

L'UICN et le ministère allemand de l'Environnement lancent le défi de Bonn.

2010

L'UICN lance Save our Species, avec le Fonds pour l'environnement mondial et la Banque mondiale.

2021

Nature 2030 est lancé pour contribuer aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

2022

L'UICN lance le Leaders Forum, une série d'événements visant à réunir les leaders internationaux sur des sujets clés.

2023

L'UICN fête ses 75 ans. L'Union est le réseau environnemental le plus vaste et le plus diversifié au monde, avec plus de 1 400 organisations Membres, plus de 18 000 experts internationaux et des bureaux dans plus de 50 pays.

Un monde de bonnes

ÉTATS-UNIS

Changement climatique

Le 29 mars 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution demandant un avis consultatif à la Cour internationale de justice sur les obligations des États en matière de lutte contre le changement climatique. Initiée par le gouvernement du Vanuatu, la résolution a été coparrainée par plus de 130 États.

COSTA RICA

Requins

Grâce à un projet Save our Species de l'UICN, le Costa Rica a déclaré le parc national de l'île Cocos « sanctuaire pour les requins », et accepté de tripler la superficie d'un autre sanctuaire pour les requins pour l'étendre à 15 000 hectares.



GALÁPAGOS

Iguanes

Pour la première fois depuis que l'iguane rose a été identifié aux îles Galápagos en 2009, des scientifiques ont découvert des petits de ce reptile. Ces recherches s'inscrivent dans le cadre de l'Iniciativa Galápagos, un partenariat entre la direction du parc national des Galápagos et Galápagos Conservancy, Membre de l'UICN.

GRÈCE

Zones clés pour la biodiversité

La Grèce est devenue le premier pays européen à inscrire les zones clés pour la biodiversité (ZCB) dans ses lois et politiques. L'Agence grecque pour l'environnement et le changement climatique (NECCA) sera chargée de la collecte et de la gestion des données relatives aux ZCB.



nouvelles

ALBANIE

Fleuve Vjosa

Le fleuve Vjosa, en Albanie, est devenu le premier parc national de cours d'eau sauvage d'Europe. Au total, 400 km et près de 13 000 hectares de la région seront protégés contre les aménagements et les obstacles artificiels. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement albanais, les ONG de la campagne Save the Blue Heart of Europe, des experts, l'UICN et l'entreprise de vêtements d'activités de plein air Patagonia.

ASIE CENTRALE

Zoonoses

Cinq pays d'Asie centrale se sont joints à un projet mené par l'UICN visant à réduire le risque de zoonoses en agrandissant et en améliorant les zones naturelles et les paysages. Le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont confirmé leur intérêt pour la coordination de leurs efforts et la mise en œuvre de l'approche « Une seule santé ».

JAPON

Perte de biodiversité

Les ministres de l'Environnement et du Climat des pays du G7 ont convenu d'actions visant à inverser la tendance à la perte de biodiversité. L'accord les engage à mettre en œuvre rapidement et efficacement le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal, adopté en 2022.



NÉPAL

Tigres

Le Népal est devenu le premier pays à doubler son nombre de tigres à l'état sauvage. « Ce succès est le fruit des efforts menés conjointement par le gouvernement, tous les partenaires de la conservation et les communautés locales » a déclaré M. Ram Chandra Kandel, directeur général du Département népalais des parcs nationaux et de la conservation de la faune et de la flore sauvages, Membre de l'UICN.

RWANDA

Glissements de terrain, inondations et érosions

Grâce à un projet de restauration des terres mené à bien cette année par l'UICN, les habitants du bassin versant de la Sebeya, au Rwanda, ne seront plus les victimes répétées de glissements de terrain, d'inondations et d'érosions.

MALDIVES

Santé des récifs coralliens

Une cérémonie de clôture spéciale s'est tenue à Malé, capitale des Maldives, pour célébrer l'aboutissement de neuf années de travaux soutenus par l'UICN en vue d'améliorer la santé des récifs coralliens et leur résilience au changement climatique dans la région.

AUSTRALIE

Protection renforcée contre les espèces invasives

L'État de Victoria, en Australie, s'appête à inaugurer son plus grand sanctuaire de conservation. Parks Victoria, Membre de l'UICN, est sur le point de faire du parc national de Wilsons Promontory un « refuge contre le changement climatique » de 50 000 hectares, en renforçant les mesures de conservation et de protection contre les espèces invasives.

Un accord juridiquement contraignant, et après ?

Minna Epps, directrice de l'IUCN Ocean, nous emmène dans les coulisses du traité historique des Nations Unies sur la haute mer et nous explique ce qu'il reste à faire pour qu'il soit mis en œuvre

En mars, le président de la Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ) annonçait que les délégués étaient parvenus à un accord juridiquement contraignant pour contribuer à la protection de la haute mer. Le texte, officiellement « l'Accord BBNJ », dit aussi « Traité sur la haute mer », est crucial pour la mise en œuvre de l'engagement pris l'an dernier par les pays lors de la COP15, de protéger un tiers des mers et des terres d'ici 2030. Seulement 1 % de ces parties des mers sont actuellement protégées, alors qu'elles représentent les deux tiers des océans de la planète. Pire, leur gestion est souvent inefficace.

L'IUCN œuvre à la protection de la biodiversité en haute mer depuis plus de vingt ans. Ces dernières années, l'Union a dispensé des conseils scientifiques, techniques et juridiques indépendants aux délégués des États parties au BBNJ. Nous avons organisé des ateliers d'experts et présenté des études de cas sur la création d'aires marines protégées (AMP). Au cours de la pandémie, nous avons organisé des événements à distance pour maintenir le dialogue entre deux sessions des Nations Unies, ainsi que d'autres activités de renforcement des capacités centrées sur les pays du Sud.

En mars, j'ai dirigé la délégation de l'IUCN aux négociations sur le BBNJ à New York. Nous y sommes restés deux semaines pendant lesquelles nous avons été à l'écoute, donné des conseils indépendants et organisé des événements pour permettre aux délégués de se réunir. La conférence devait se terminer le vendredi à 18h, mais

nous savions tous que ce genre de processus peut s'éterniser jusqu'au petit matin.

Les délégués ont négocié jusque tard dans la nuit, la situation était tout à fait surréaliste, il y avait des gens éparpillés partout qui essayaient de se reposer. À un moment donné, un secrétaire d'État américain dormait sur une chaise à côté de moi. Un collègue de l'IUCN Océanie, originaire des Fidji, a acheté une glacière de Kava, une boisson trouble qui est un sédatif, et a servi sa tournée dans le hall de l'ONU.

La conférence était présidée par Rena Lee, l'ambassadrice de Singapour pour les questions relatives aux océans et au droit de la mer. C'est à elle que l'on doit l'annonce mémorable du samedi soir : « le navire a touché terre », autrement dit le traité était adopté. J'ai constaté qu'en tant que femme, Lee avait pris les choses en main de manière différente, inclusive et très ouverte. Elle avait d'ailleurs été critiquée au début de la conférence pour avoir été trop inclusive. Être inclusif est très difficile, mais elle y est parvenue et l'a fait à sa façon.

UN ACCORD GLOBAL

L'Accord BBNJ est un accord global : c'est un engagement à élaborer un outil de gestion par zone impliquant des évaluations des aires marines protégées et des études d'impact environnemental, mais aussi à garantir un accès équitable et un partage des bénéfices des ressources génétiques marines en haute mer, ainsi qu'un renforcement des capacités à cette fin. Avant le traité, la gestion et la gouvernance dans ce domaine étaient fragmentées.

Le traité a permis d'accomplir d'autres choses encore, mais qui n'ont pas attiré



À droite :
Minna Epps,
Directrice de
l'IUCN Ocean



Le traité vise à sauvegarder l'écosystème de la haute mer



Jane Fonda,
actrice et
militante

l'attention des médias. Ainsi, le texte mentionne non seulement la biodiversité mais aussi le changement climatique, l'acidification des océans et la pollution plastique. Il a également remplacé « mankind » par « humankind », un terme plus neutre du point de vue de genre.

La plus belle victoire de l'UICN, c'est qu'il est désormais possible de créer des aires marines protégées sans avoir à réunir un consensus. Un seul pays ou un seul vote ne peut plus entraver la création d'AMP, comme on a pu le voir dans l'océan Austral. Peut-être y aura-t-il des failles, mais pour l'heure nous voulons rester positifs et surfer sur cette vague, afin que les pays soutiennent la ratification et l'entrée en vigueur rapide du traité.

LES PROCHAINES ÉTAPES

Bien que l'adoption formelle des précédents accords sur la mer ait pris des années, nous devons avoir pour objectif de faire entrer en vigueur le traité lors de la troisième conférence des Nations Unies sur les océans qui se tiendra en juin 2025 à Nice (France). Nous pouvons y croire : la Convention sur la diversité biologique a été adoptée en 18 mois, et l'Accord de Paris en moins d'un an.

Nous devons continuer à faire pression et profiter de la dynamique pour que le traité soit ouvert à la signature et entre rapidement en vigueur. C'est avant tout une question d'équité : il faut des données scientifiques et des évaluations accessibles qui ne soient pas biaisées, et veiller à ce que la charge du suivi, du contrôle et de la surveillance ne pèse pas injustement sur les pays du Sud. Nous devons réfléchir au meilleur moyen de mettre le big data et l'IA au service la protection de la haute mer, et veiller à ce que tout le monde dispose des compétences nécessaires pour ce faire.

L'accord prévoit des contributions obligatoires de la part des États, et la mise à

disposition d'un fonds multilatéral pour encourager la ratification. Mais il serait bon que le traité soit suivi d'un sommet des donateurs, ou s'accompagne d'une promesse de dons en faveur de la haute mer. L'UICN a travaillé sur le concept d'une « banque mondiale des océans », semblable au Fonds vert pour le climat et au Fonds mondial pour la biodiversité.

Nous souhaitons que les habitants de chaque région de l'UICN se fassent les ambassadeurs de ce traité et contribuent à le faire appliquer. Que vous soyez expert en étude d'impact sur l'environnement ou que vous travailliez au sein d'un groupe de travail spécialisé ou sur une espèce en particulier, demandez-vous comment intégrer et relier votre travail à la haute mer, et comment renforcer les capacités dans ce domaine. Quant aux Membres qui travaillent dans les universités ou en étroite collaboration avec elles, il vous appartient de former la prochaine génération d'experts de la conservation ou de l'environnement, afin qu'ils soient armés pour protéger la haute mer.

En attendant, maintenant que l'accord a été adopté, l'UICN va avoir un rôle important à jouer d'ici à ce que les États aient instauré les mécanismes institutionnels nécessaires à sa mise en œuvre. Nous pouvons servir d'intermédiaires entre les divers comités et structures techniques et financiers nécessaires. Plusieurs membres de la délégation de l'UICN ont cosigné un article dans la revue *Nature* intitulé *Getting Beyond Yes*, qui développe les étapes d'une mise en œuvre accélérée de l'accord.

ET APRÈS ?

Il reste beaucoup de choses à éclaircir. Il va falloir mettre sur pied des comités scientifiques et financiers, évaluer les lacunes en termes de moyens et y remédier. Le traité doit aussi renforcer, et non affaiblir, les autres cadres qui protègent la mer. Il faut aussi que ce traité soit à l'épreuve du temps, or il est difficile d'anticiper l'avenir : peut-être y aura-t-il de nouvelles activités, dans de nouveaux écosystèmes.

Le plus gros risque, c'est que le traité n'entre pas en vigueur rapidement. Il y a encore beaucoup de travail à faire, mais il est crucial de rester positif. C'est une excellente nouvelle pour nos océans, et un bel exemple et un modèle de collaboration.

Résolutions pertinentes de l'UICN

- 1) WCC 2020 Res 128
- 2) WCC 2016 Res 047
- 3) WCC 2016 Res 050

« LE PLUS GROS RISQUE, C'EST QUE LE TRAITÉ N'ENTRE PAS EN VIGUEUR RAPIDEMENT »

Des Alpes à l'outback

Parks Victoria présente ses derniers travaux de conservation, dont la création du plus grand sanctuaire de conservation de l'État de Victoria

AGENCE GOUVERNEMENTALE

Parks Victoria est l'agence de gestion des parcs nationaux de l'État de Victoria, en Australie. Son mandat a été réaffirmé par la loi Parks Victoria Act 2018 qui la dote d'objectifs et de fonctions clairs, et en a fait une agence de gestion des parcs aux prérogatives renforcées, qui œuvre pour la communauté et l'environnement. Nous gérons 18 % des terres de l'État de Victoria (4,1 millions d'hectares), en partenariat avec les populations autochtones, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, les voisins du parc, les groupes d'amis (bénévoles) et l'ensemble de la communauté.

Quels sont les habitats, les écosystèmes et les biomes que vous gérez ?

Nous gérons un réseau de parcs très différents, qui abritent plus de 4 300 espèces végétales et 948 espèces animales indigènes. Les parcs protègent certains des écosystèmes les plus vastes et les mieux préservés de l'État de Victoria, avec une diversité de paysages : Alpes, Mallee, prairies, eaux intérieures et zones humides. Ils englobent les parcs nationaux marins et les sanctuaires de Victoria, qui protègent un large éventail d'espèces marines. Au sein de ce réseau se trouvent des milliers de sites culturels et patrimoniaux aborigènes et post-européens, des jardins historiques, des ports locaux et d'importants cours d'eau, de nombreux embarcadères et environ 70 % du littoral de l'État de Victoria. Parks Victoria est également le gestionnaire des ports locaux de Port Phillip Bay, Western Port et Port Campbell, et des voies navigables du Yarra et de la Maribyrnong.

Quels sont les défis les plus urgents en matière de conservation ?

Le changement climatique a d'énormes répercussions sur la gestion de la conservation, à commencer par une modification des habitats d'espèces

menacées. Parks Victoria doit également faire face à d'autres défis : gestion de la fréquence et de l'intensité des incendies et des tempêtes, éradication des espèces invasives/introduites (plantes et animaux nuisibles), gestion des activités illégales comme que la collecte de bois de chauffage dans les zones de conservation. Il nous faut aussi gérer les liens entre l'humain et la nature, et impliquer davantage les communautés et promouvoir les parcs auprès du public.

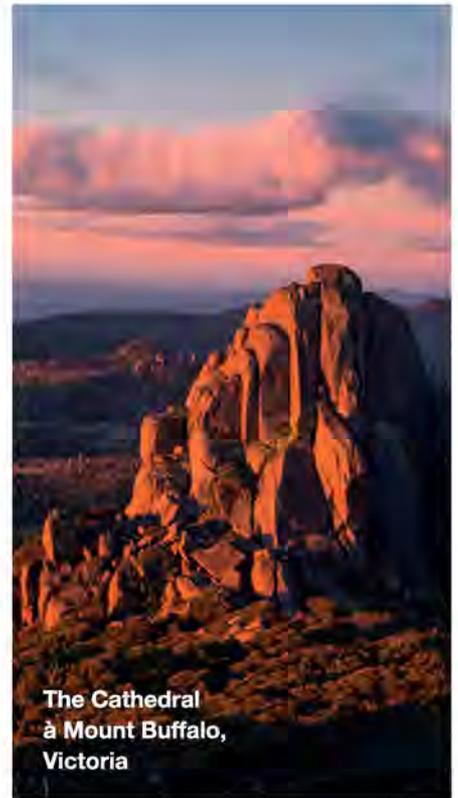
Parlez-nous de vos derniers projets ou de vos réussites en matière de conservation.

En 2002, l'État de Victoria a créé l'un des premiers systèmes représentatifs de parcs nationaux et de sanctuaires entièrement protégés au monde : 13 grands parcs nationaux marins et 11 sanctuaires marins plus modestes. Vingt ans plus tard, avec l'aide de chercheurs de l'université Deakin, nous avons dressé un bilan des aires marines protégées et constaté que, dans l'ensemble, elles avaient un impact positif sur la biodiversité¹.

À l'extrême sud de l'Australie continentale, le parc national de Wilsons Promontory est appelé à devenir un refuge de 50 000 hectares contre le changement climatique, où la richesse de la faune et des habitats de l'État de Victoria sera préservée des menaces que sont les prédateurs et les ravageurs introduits². Des programmes de conservation renforcés, complétés par une clôture d'exclusion destinée à empêcher les animaux introduits de pénétrer dans le parc national, en feront le plus grand sanctuaire de conservation de l'État de Victoria.

Quels sont les services, outils ou ressources de l'UICN qui vous ont aidé dans votre travail ?

Parks Victoria est Membre de longue date de l'UICN et, à ce titre, participe à de nombreux processus et activités comme la Liste verte de l'UICN et les lignes directrices et les bonnes pratiques de



The Cathedral à Mount Buffalo, Victoria

l'UICN, afin d'éclairer nos pratiques et méthodes de gestion. Nous encourageons notre personnel à intégrer les différentes commissions de l'UICN, nous sommes représentés au sein du Comité australien de l'UICN, participons à des événements comme le Forum mondial des gestionnaires d'aires protégées et le Congrès mondial de la nature, à l'Assemblée des Membres, nous contribuons à l'outil de conservation Panorama et nous soumettons des candidatures pour le Prix international Ranger ; deux de nos employés ont d'ailleurs été distingués en 2021.

Pourquoi est-ce important d'être membre de l'UICN ?

L'UICN renforce les capacités de notre personnel et éclaire nos méthodes et pratiques de gestion. Le pouvoir fédérateur de l'UICN est inestimable : elle mobilise tous les secteurs, a accès à des événements de haut niveau qui permettent de présenter nos travaux et d'apprendre les uns des autres, c'est une plateforme de discussion et de débat, et elle a accès à un réseau d'experts internationaux.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.parks.vic.gov.au

¹ youtu.be/e4sO2i_JJEw

² www.parks.vic.gov.au/get-into-nature/conservation-and-science/conserving-our-parks/wilsons-prom-sanctuary

Cloud Mountain Conservation

Aider la communauté ethnique Lisu à protéger les gibbons houlocks de Chine

ONG NATIONALE

Cloud Mountain Conservation a été créée en 2015 par un groupe de défenseurs de l'environnement professionnels, de scientifiques et de photographes motivés. L'organisation a pour but de protéger les espèces phares menacées et la biodiversité du sud-ouest de la Chine en misant sur la recherche scientifique, la sensibilisation du public et les inventaires systématiques.

Il reste moins de 150 gibbons houlocks (Hoolock tianxing) à l'état sauvage en Chine.

La moitié de cette petite population est dispersée dans des communautés limitrophes de réserves naturelles dans les cantons de Sudian Lisu et de Zhina, dans le comté de Yingjiang. Ces habitats de basse altitude sont essentiels à la conservation du gibbon. Il est donc impératif d'encourager la communauté ethnique Lisu à se mobiliser pour la conservation du gibbon.

Notre programme intègre les perspectives de genre et la sensibilité culturelle aux actions de conservation.

Dans les communautés ethniques Lisu, les femmes participent moins aux affaires publiques que les hommes. Leur contribution à leur famille et à leur communauté est grandement sous-estimée. Nous essayons de mieux cerner le vécu des femmes, de souligner leur rôle dans la conservation des gibbons et de les encourager à participer aux processus décisionnels.

Un plan d'action sur trois ans a été élaboré pour restaurer les habitats du gibbon.

Au fil de plusieurs années de coopération, les jeunes femmes sont devenues nos partenaires les plus impliquées. Elles participent davantage à la prise de décisions dans les affaires publiques et se chargent d'une grande partie des travaux, en plantant des essences d'arbres pionnières locales. Nous sommes en train de créer une aire communautaire protégée à Yingjiang, avec

« Notre objectif est de parvenir à une hausse nette de la population de gibbons houlocks »

pour objectif une hausse nette de la population de gibbons houlocks dans la zone cœur d'ici 2033. Nos programmes en cours portent sur une meilleure connectivité des habitats, l'utilisation prospective de techniques de surveillance innovantes et la promotion de notre travail sur divers supports pour collecter des fonds, forger des liens avec des partenaires et diffuser un savoir scientifique.

Nous aidons les communautés locales à régénérer les terres dégradées en créant des pépinières et en transplantant des semis d'essences d'arbres pionnières locales.

Nous cherchons les sites les plus adaptés à l'installation de ponts artificiels dans la canopée afin de relier les trouées forestières, dues principalement à la culture de l'épice tsaoko. L'an dernier, nous avons lancé un programme de piégeage photographique dans les arbres pour recueillir davantage de données sur le régime alimentaire, les domaines vitaux saisonniers et la dynamique des populations de gibbons non habitués à la présence humaine, ainsi que pour réaliser un inventaire de référence sur d'autres animaux arboricoles. Les connaissances écologiques de la population locale Lisu (en matière de phénologie et de suivi des animaux arboricoles), ainsi que son don pour l'escalade des arbres, se sont révélés précieux pour ce programme. Les données



Femmes Lisu dans la forêt

recueillies permettront de combler les lacunes dans les connaissances, et de définir les priorités en matière de conservation dans cette région.

Côté publicité, nous faisons entendre la voix des communautés locales Lisu, et notamment des femmes.

Nous réalisons des enregistrements de leur culture et leurs coutumes dans l'espoir qu'elles puissent mettre en avant leur identité personnelle et culturelle, et aient envie de préserver leur « jardin » forestier et leurs voisins gibbons. Nous cherchons également activement des possibilités de collaboration transdisciplinaire, afin d'amener davantage de personnes à s'intéresser aux gibbons houlocks et à participer aux travaux de conservation actuels et futurs.



La communauté Lisu

CONSERVATION ET INFORMATIQUE

L'IA et l'apprentissage automatique contribuent aux efforts de conservation de bien des façons surprenantes. Sam Perrin et Tom Ireland se penchent sur le potentiel et les limites de cette technologie en pleine évolution



Comme le savent tous ceux qui ont interagi avec le chatbot ChatGPT, l'intelligence artificielle (IA) fait des progrès à une vitesse remarquable. En quelques mois, le programme est passé d'un moteur de recherche plutôt bavard à un puissant outil capable de rechercher, de traduire, de coder, de résoudre des problèmes et même de créer une entreprise en ligne pour vous, à l'aide de simples invites de commande.

L'humanité ayant besoin de toute urgence de mesures efficaces et abordables pour protéger le monde naturel, de nombreuses organisations se tournent désormais vers l'IA (et les technologies apparentées, comme l'apprentissage automatique et l'apprentissage profond) pour affiner et renforcer leurs travaux de conservation.

Au départ, cette technologie était surtout utilisée pour la reconnaissance très rapide des formes, contribuant ainsi à identifier des espèces rares cachées dans des millions d'images ou des heures de vidéo, ou à identifier les signes avant-coureurs de problèmes environnementaux sur de vastes étendues. En Chine, l'association d'images satellites et de l'intelligence artificielle permet de détecter plus rapidement les feux de forêt et d'alerter automatiquement les autorités locales. Résultat : des incendies graves trois fois moins nombreux qu'avant.

Dans le Wisconsin, aux États-Unis, des systèmes de caméras pilotés par une IA ont été installés sur des parcs éoliens afin de reconnaître instantanément les espèces d'oiseaux menacées en approche et de ralentir les éoliennes. Le parc national de Kafue, en Zambie, a installé une ligne de surveillance de 19 km, dotée de caméras infrarouge associées à une technologie intelligente permettant d'identifier les braconniers et d'alerter les gardes forestiers locaux.

L'IA AU SERVICE DE LA CONSERVATION

Certaines applications plus poussées de l'IA font appel à des algorithmes pouvant être entraînés à modéliser des actions de conservation à grande échelle ou suggérer des zones à prioriser. Il existe désormais un certain nombre d'outils d'IA comme Zonation, CAPTAIN et MARXAN, qui peuvent aider les défenseurs de l'environnement à identifier les régions où la protection de la biodiversité est une priorité, ou qui bénéficieraient le plus de mesures de protection.

CAPTAIN (Conservation Area Prioritization Through Artificial Intelligence) alimente un réseau neuronal (une série d'algorithmes visant à imiter le fonctionnement du cerveau humain) avec des données sur la biodiversité, des budgets de conservation, des modèles de changement climatique et des données sur les pressions humaines. Le programme quantifie les compromis entre les coûts et les avantages associés à la protection de zones et de la biodiversité, en analysant de nombreux indicateurs de la biodiversité.

Pour simplifier, CAPTAIN joue à un jeu dans un monde artificiel et simulé, où le but est de sauver le plus grand nombre d'espèces possible de l'extinction selon différents scénarios. À chaque fois, le logiciel apprend à placer au mieux les zones à protéger dans ce monde simulé.

De puissantes plateformes telles que Nature Metrics aident les organisations à rassembler diverses informations, comme de l'ADN environnemental, afin d'établir un profil de la composition d'un écosystème et de son évolution. La start-up Basecamp Research, appuyée par la Silicon Valley, construit une vaste base de données alimentée par une IA, qui contient des séquences d'ADN provenant du monde entier, pour tenter de comprendre le rôle des protéines non étudiées. Elle espère ainsi aider les pays à valoriser la biodiversité de leurs biomes¹.

Une IA peut analyser des millions d'images pour suivre et identifier des espèces



Baleine à bosse

ANTICIPER LES MENACES

D'autres applications consistent à réunir des données issues de travaux de conservation en cours ou passés, et à s'en servir pour faire des prédictions sur des habitats ou des espèces qui n'ont pas encore été étudiés ou évalués. Par exemple, les scientifiques des jardins de Kew à Londres cherchent à déterminer si l'apprentissage automatique peut mettre à profit les données existantes sur le risque d'extinction des espèces (telles que la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN) pour identifier leurs plantes les plus menacées?

Binbin Li, de l'université Duke Kunshan en Caroline du Nord (États-Unis), a recours à l'IA pour effectuer le suivi d'espèces à travers toute la Chine, y compris des espèces emblématiques et rares comme le takin, le cerf porte-musc et le panda géant. « C'est palpitant, confie-elle. Nous n'avons fait qu'effleurer le sujet pour le moment, en demandant à l'IA de discerner des espèces à partir d'images. Mais dans un monde parfait, nous pourrions identifier les espèces à partir du bruit qu'elles font, même si elles n'apparaissent pas sur les pièges photo, et ainsi nous faire une idée de la taille de leur population ».

Ces technologies d'auto-apprentissage en pleine évolution ont notamment l'avantage de faire gagner du temps. Lors d'une récente conférence sur l'IA donnée par le Fonds mondial pour la nature, le professeur Bistra Dilkina soulignait qu'il fallait auparavant plus de 10 ans de temps de calcul pour traiter certains jeux de données. Mais grâce à un modèle d'apprentissage automatique qui traite les données et s'entraîne au fur et à mesure à reconnaître les traits et les motifs, son équipe a pu rapidement produire des prévisions concernant les migrations d'oiseaux à l'échelle continentale.

Quant au projet des jardins de Kew mentionné plus haut, il a suffi d'une journée pour modéliser les menaces pesant sur 47 659 espèces végétales. Les systèmes capables d'analyser les données et, dans le même temps, d'apprendre à le faire plus efficacement, devraient permettre aux défenseurs de l'environnement de consacrer plus de temps à la collecte de fonds, à la mise en œuvre de leurs plans et à l'élaboration de stratégies.

L'IA permet aussi à des personnes extérieures à la communauté scientifique de contribuer à la surveillance et à la conservation de l'environnement. Les données collectées par des non-spécialistes étaient jadis critiquées pour leur imprécision, mais l'intégration de l'IA dans des applications telles que Seek/iNaturalist et Merlin/eBird permet à des personnes n'ayant pas fait des années d'études de fournir des données photographiques suffisamment qualitatives pour distinguer

« Il a suffi d'une journée au logiciel de Kew pour modéliser les menaces pesant sur 47 659 espèces »

une espèce d'une autre. Cela signifie que des lieux situés hors des zones très étudiées ne sont pas totalement exclus de l'échantillonnage, dès lors qu'ils sont accessibles à des amateurs locaux, à des randonneurs et même à des vacanciers.

« Les scientifiques amateurs peuvent ainsi être plus productifs dans leur collecte de données, et limiter les biais taxonomiques » affirme Wouter Koch, l'un des chercheurs à l'origine d'Artobservasjon, un outil de signalement norvégien destiné aux scientifiques amateurs et produit par l'organisation Artsdatabanken (« Base de données des espèces »). « Ils peuvent signaler plus de choses que ce qu'ils connaissent déjà, c'est-à-dire souvent des oiseaux ». En plus d'enrichir les bases de données mondiales avec davantage de précieuses données d'observation des espèces, les outils comme Artobservasjon permettent d'impliquer davantage de personnes ordinaires dans la

compréhension et la protection internationales de la nature.

L'UICN s'est récemment associée au géant chinois de la technologie Huawei pour publier un rapport intitulé *Tech4Nature: Solutions in Focus*³, qui présente de nombreux exemples de contributions de l'IA aux efforts de conservation : reconstitution des récifs coralliens à l'île Maurice, renforcement des populations de saigas dans les steppes eurasiennes, piège alimenté par une IA destiné à protéger le saumon de l'Atlantique contre des côtes envahissantes au large des côtes septentrionales de la Norvège... Ce rapport s'inscrit dans le cadre de Tech4Nature, un partenariat mondial sous l'égide de l'UICN qui vise à transposer à grande échelle les initiatives de conservation de la nature fructueuses grâce à l'innovation dans les technologies numériques.

MIEUX CONNECTÉS

De l'avis de Milind Tambe, directeur du Harvard Center for Research on Computation and Society, l'UICN a aussi un rôle à jouer dans le rapprochement entre les experts en IA et en apprentissage automatique avec la communauté de

La technologie contribue à la protection des babouins et d'autres espèces dans le parc national de Kafue



la conservation. « De nombreux chercheurs en IA du monde entier ont les compétences et le souhait de travailler sur des problématiques chères à l’UICN, souligne-t-il. Mais ils ne savent pas par où commencer, à qui s’adresser ni où obtenir des données ».

L’équipe de M. Tambe a été l’une des premières à appliquer des modèles d’intelligence artificielle à la lutte mondiale contre le braconnage, dans le cadre du projet PAWS (Protection Assistant for Wildlife Security). Son système rassemble des informations de base sur une zone protégée, ainsi que des informations sur les patrouilles passées et le braconnage, et génère les itinéraires de patrouille les plus efficaces pour les gardes forestiers. Au fur et à mesure de leurs patrouilles, de nouvelles données sur le braconnage sont collectées et transmises à PAWS.

Pour ceux qui envisagent d’utiliser l’IA dans leurs travaux de conservation, de nombreuses plateformes d’IA sont facilement accessibles en ligne sous forme de logiciels open source, donc libres d’être utilisés et modifiés. Mais les experts mettent en garde contre les inconvénients des

solutions « prêtes à l’emploi » ou des algorithmes « entraînés » dans d’autres régions du monde. Pensons à cet outil de surveillance de la faune qui s’est mis à identifier des girafes dans la ville canadienne enneigée d’Edmonton, un exemple qui montre que l’IA peut faire des erreurs grossières si on ne lui fournit pas des données adaptées à son objectif. Si les données utilisées pour entraîner l’IA sont médiocres, sa reconnaissance des formes le sera tout autant : comme les informaticiens aiment à dire, « garbage in, garbage out » (foutaises en entrée, foutaises en sortie).

Les biais des études existantes peuvent être amplifiés par un programme d’IA, avec des conséquences potentiellement désastreuses. Un algorithme de reconnaissance mal entraîné peut donner des faux positifs (et donc finir par épuiser les ressources lorsque l’on cherche une espèce rare) ou des faux négatifs (ce qui peut être catastrophique si on cherche à détecter une espèce invasive ou un feu de forêt). Selon M. Tambe, les partenariats sont la clé du succès. « Les chercheurs en IA

doivent travailler de concert avec les agences de protection de la nature, de la collecte de données jusqu’au déploiement ».

Renee Sieber, professeure associée à l’université McGill et experte de l’utilisation de l’informatique par les groupes communautaires, a identifié six points clés pour une utilisation judicieuse et déontologique de l’IA dans le domaine de la conservation, à savoir : éviter les solutions toutes faites ; veiller à ce que la qualité des données soit adaptée à l’objectif poursuivi et que le risque de préjudice (si ce n’est pas le cas) soit bien pris en compte ; que le processus technologique soit équitable, explicable et transparent ; que les questions de vie privée et de surveillance soient abordées ; que l’équilibre entre les droits des individus, des communautés et des espèces sauvages soit assuré ; et que les utilisateurs sachent quelles limites ne pas dépasser.

DÉTOURNEMENTS

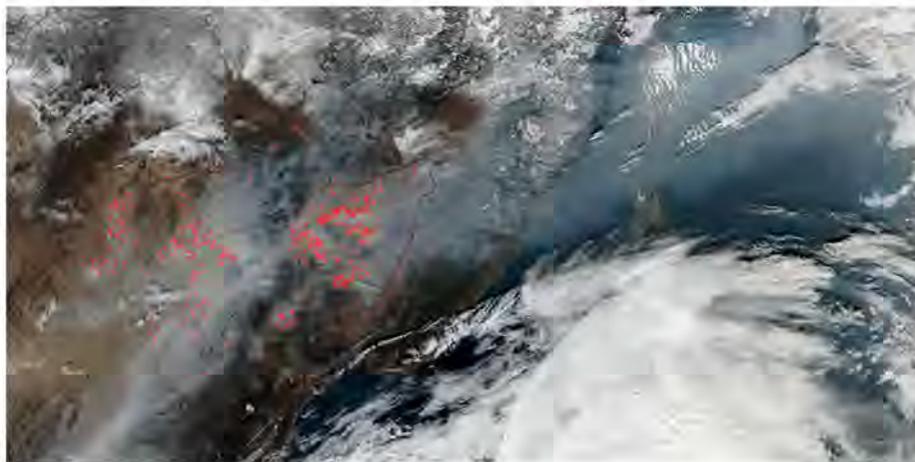
Les défenseurs de l’environnement doivent aussi entendre les préoccupations que soulève plus généralement l’impact de l’IA sur la société, à mesure que ces outils se généraliseront. Par exemple, les technologies d’IA utilisées pour surveiller des lieux ou des animaux peuvent aisément être détournées pour espionner des personnes ou en temps de guerre ; les caméras capables d’identifier les visages des braconniers pourraient également être utilisées pour identifier les gardes forestiers. On peut aussi craindre que cette technologie ne devienne trop puissante et ne balaye le rôle des êtres humains et l’importance de nos valeurs.

La technologie de l’IA évolue à une vitesse fulgurante : difficile de savoir ce qu’il sera possible de faire en matière de conservation dans quelques années, et encore moins à l’horizon 2030, la date fixée pour de nombreux objectifs environnementaux internationaux.

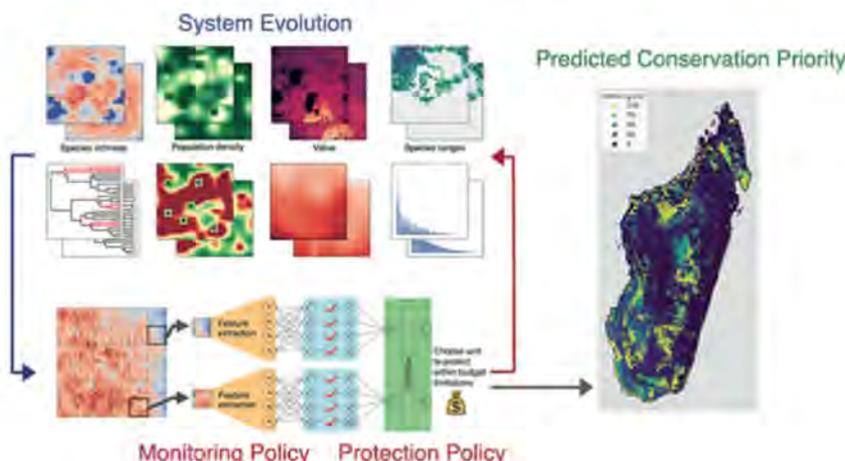
L’utilisation de l’IA dans de nombreux domaines de la société soulève des questions fondamentales sur l’avenir de notre espèce, mais nous avons tout lieu d’être optimistes et de penser que, pour l’instant, cette technologie représente une aubaine pour la protection des autres espèces.

Pour en savoir plus sur l’initiative Tech4Nature de l’UICN, rendez-vous sur tech4nature.iucngreenlist.org

- 1) « The Map of Life ». Entretien avec Basecamp Research. *The Biologist* 70(2) 2023.
- 2) Can computers help protect plants from Extinction? [kew.org](https://www.kew.org), 23/11/2021.
- 3) Tech4Nature: Solutions in Focus, UICN 2023. tech4nature.iucngreenlist.org/solutions-in-focus



En haut : Images satellites des feux de forêt ; en bas : CAPTAIN détermine l’emplacement optimal des zones à protéger





Anna Turns étudie comment mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature à l'échelle mondiale pour lutter contre le changement climatique

LIBÉRER LE POTENTIEL DE LA NATURE

Ces deux dernières décennies, des chercheurs et plongeurs bénévoles de la baie de Chesapeake, aux États-Unis, ont disséminé plus de 70 millions de minuscules graines d'herbes marines sur des parcelles de fond marin sablonneux. Ce travail de fourmi, le plus grand projet de restauration d'herbiers marins au monde, a permis de restaurer plus de 3 600 hectares d'herbiers marins dynamiques et riches en biodiversité dans les lagons côtiers de la baie. C'est également le premier projet de restauration d'herbiers marins à chiffrer la quantité de carbone piégée par les prairies restaurées : en moyenne, autour de 3 000 tonnes de carbone par an. C'est un

formidable exemple de solution fondée sur la nature (ou SFN), soit un projet qui met à profit les processus naturels pour produire des résultats positifs durables sur les plans écologique, social et environnemental.

Ces dernières années, le monde a pris conscience de l'utilité des SFN pour atténuer le changement climatique ou nous aider à nous y adapter. En 2022, le texte final de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27) mentionnait pour la première fois les SFN. Bruno Oberle, ancien directeur général de l'UICN, a récemment déclaré que « les investissements dans la conservation, la restauration et la gestion durable des

écosystèmes mondiaux peuvent représenter environ un tiers des efforts d'atténuation climatique que nous devons mener d'ici 2030 pour limiter le réchauffement à moins de 2°C ».

Cependant, le projet de la baie de Chesapeake est d'une ampleur rarement vue dans le domaine de la restauration des écosystèmes. Les solutions fondées sur la nature sont souvent à petite échelle et ne s'inscrivent pas dans un projet plus vaste : le piégeage du carbone est un corollaire appréciable, et non leur objectif principal. Pour que les solutions fondées sur la nature contribuent réellement à la prévention ou à l'atténuation du changement climatique,



**Reboisement de
jeunes palétuviers
rouges dans la
réserve de biosphère
Marismas
Nacionales, Nayarit,
Mexique**

solutions naturelles d'adaptation au changement climatique : entre 0,6 % et 1,4 % en 2018.

Il semblerait que les décideurs politiques n'apprécient pas à leur juste valeur le capital naturel et les services fournis par le monde naturel. Les mangroves, par exemple, protègent des inondations et sont bien plus économiques que la construction ou l'entretien d'infrastructures grises (telles que les digues), tout en stockant du carbone et en favorisant la biodiversité locale. Une étude a révélé que, dans 59 pays, les mangroves peuvent contribuer à elles seules à faire économiser quelque 65 milliards de dollars par an en pertes évitées dans les infrastructures et les systèmes humains, dont la santé.

Des initiatives telles que le Nature-Based Infrastructure Global Resource Centre aident les organisations de protection de la nature à démontrer qu'il existe des arguments solides en faveur des investissements dans les SFN. Ce centre, créé par l'Institut international du développement durable, produit des évaluations de la valeur économique potentielle des projets d'infrastructures fondées sur la nature, et analyse comment les projets d'infrastructures non naturelles auraient à gagner d'être complétés voire remplacés par une solution fondée sur la nature.

Selon le WRI, une hausse des investissements dans les SFN permettrait d'atteindre une « masse critique de projets pilotes et de projets en phase de démarrage dans le monde entier, parfois dans des conditions très difficiles ». Une fois que ces projets financés par des subventions auront démontré que les SFN peuvent fonctionner dans différentes circonstances ou pour différents objectifs, les programmes pourront devenir autonomes : c'est le cas dans des pays tels que le Costa Rica, où les SFN sont financés par le budget de l'État.

SE RASSEMBLER POUR LA NATURE

Au vu de l'urgence, les organisations n'ont pas besoin de réinventer sans cesse la roue. Selon le WRI, investir dans l'expansion des initiatives existantes, au lieu d'en lancer de nouvelles, pourrait accélérer la transposition à grande échelle des SFN pour en maximiser l'impact. Souvent, le changement se produit en vase clos ; or, pour prendre à bras le corps les problèmes sociétaux d'envergure mondiale comme le

changement climatique et la sécurité alimentaire, il faut davantage de cohérence et, pour cela, rapprocher les partenaires régionaux pour qu'ils partagent leur expertise.

La plateforme Panorama de l'UICN permet de partager des informations qualitatives sur des milliers de solutions testées et reproductibles dans le cadre de projets de conservation de la biodiversité et d'autres projets de développement durable. La plateforme Contributions à la nature de l'Union permet aussi de cartographier et de quantifier exactement la contribution des différents projets de ses Membres à la réalisation d'objectifs mondiaux, tels que la restauration des écosystèmes et l'atténuation des effets du changement climatique. L'an dernier, l'initiative « Nature-Based Solutions » de l'université d'Oxford a lancé une nouvelle version de sa carte mondiale des études de cas sur les bonnes pratiques en matière de SFN : on y trouve désormais des informations sur la gouvernance, le financement, les compromis et le suivi de chaque étude de cas.

D'autres initiatives ambitieuses contribuent à relier des projets aux objectifs communs dans différents pays et sur différents continents. Le Défi de Bonn vise à restaurer 350 millions d'hectares de paysages déboisés dans le monde d'ici 2030, et 32 pays africains se sont engagés à restaurer plus de 100 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030 dans le cadre de l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains. L'initiative 20x20 vise à restaurer 50 millions d'hectares de terres dégradées dans 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'ici 2030. Cela permettra d'améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales et à faibles revenus, de renforcer la biodiversité, d'améliorer la sécurité de l'eau et de l'alimentation et de renforcer la résilience climatique. La Global Mangrove Alliance a créé une communauté en ligne pour les organisateurs de projets relatifs aux mangroves afin de collaborer sur des campagnes, du travail de terrain et des initiatives politiques. Des alliances telles que le Resilient Cities Network et Cities4Forests ont aidé près de 100 villes à concevoir des infrastructures vertes ou à investir dans des solutions fondées sur la nature.

Toutefois, Richard Lilley, cofondateur du projet Seagrass, prévient qu'à mesure que

il faut davantage de projets à grande échelle voire à l'échelle mondiale. Un certain réchauffement étant déjà inévitable, des projets de SFN à grande échelle qui nous aident à nous *adapter* au changement climatique demeurent toutefois nécessaires et urgents.

TROUVER LES FONDS

Tout d'abord, se pose la question des investissements. Une évaluation de la situation du financement des SFN publiée récemment par le World Resources Institute (WRI) montre que seule une infime part de la finance climatique publique internationale est consacrée aux

« AU VU DE L'URGENCE,

LES ORGANISATIONS N'ONT PAS BESOIN

DE RÉINVENTER SANS CESSER LA ROUE »

les SFN se développent, les approches « prêtes à l'emploi » ont moins de chances de réussir. « Les solutions fondées sur la nature varient grandement d'un habitat à l'autre voire pour un même habitat, elles fournissent des services écosystémiques différents selon l'endroit, explique-t-il. Bien sûr que nous devons planter des arbres et ajouter de la biomasse aérienne sur toute la planète, mais il faut que ce soient les bonnes essences, les bonnes espèces aux bons endroits. En mer aussi, nous devons faire preuve de discernement : différentes solutions marcheront plus ou moins bien selon l'endroit et les circonstances ».

Dans le monde entier, les peuples autochtones et les communautés locales sont souvent les intendants des écosystèmes locaux : les solutions fondées sur la nature doivent donc les inclure et leur bénéficier aussi.

UNE TRANSPPOSITION RAPIDE À GRANDE ÉCHELLE

Selon M. Lilley, il est crucial d'adapter les projets aux communautés et d'impliquer les citoyens par le biais des sciences citoyennes. « Il faut impliquer tous les habitants de la région dans le projet. La communauté a un rôle essentiel à jouer. Le plus grand facteur de risque, c'est de ne pas l'impliquer. Quand on s'implique dans quelque chose, on se l'approprie ».

La restauration d'écosystèmes complexes tels que les tourbières, les forêts, les mangroves ou les prairies marines n'est pas une solution miracle. Mais il est urgent

de trouver des solutions fondées sur la nature. Comment les organisations peuvent-elles faire avancer rapidement les projets avec autant de parties prenantes, de preuves scientifiques et de facteurs à prendre en compte ?

Selon M. Lilley, pour passer à l'échelle supérieure, à la vitesse requise, il faut adopter une approche itérative des projets. Lorsque des projets sont transposés à grande échelle, des complexités parfois imprévisibles apparaissent.

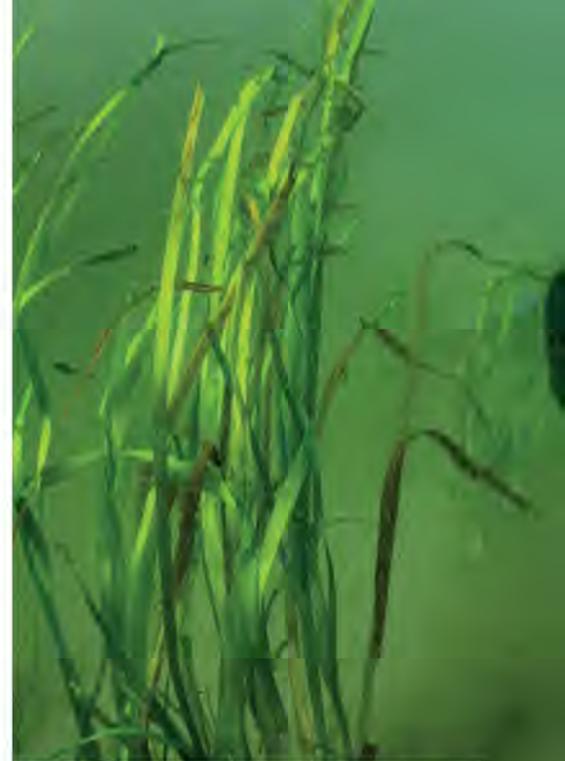
« Il y aura forcément des tensions entre la science, qui peut être réticente à prendre des risques, et les gens qui veulent se lancer et tenter leur chance, explique-t-il. Nous n'avons pas le temps d'attendre la perfection. Il faut accepter que certaines initiatives échouent parce qu'elles sont innovantes, nouvelles. Il est donc plus logique d'évaluer la réussite sur 20 ans que sur la base d'un projet de deux ans ».

M. Lilley précise qu'il est en contact permanent avec des collègues internationaux pour discuter des défis, partager les résultats, apprendre des erreurs et élaborer les bonnes pratiques au fur et à mesure de l'avancement des projets. « La confiance et une approche collaborative sont fondamentales pour faire avancer les choses au rythme nécessaire » souligne-t-il.

Pour s'attaquer collectivement et à grande échelle aux problèmes sociétaux d'envergure mondiale, tels que le changement climatique et la perte de biodiversité, il faut une approche plus cohérente qui réunisse les partenaires régionaux et permette également aux décideurs, aux niveaux national et international, d'intégrer les SFN aux politiques et à la législation. Selon le rapport du PNUE intitulé *Nature-based Solutions: Opportunities and Challenges for Scaling Up*, la réussite de la transposition à grande échelle d'un projet dépend de l'adoption d'objectifs concrets, et de l'identification des mesures spécifiques nécessaires pour atteindre ces objectifs. Un suivi rigoureux et des évaluations constantes sont cruciales pour veiller à ce que les projets restent sur la bonne voie ou s'adaptent à l'évolution des conditions.

En fin de compte, toute entreprise de restauration de la nature est vouée à l'échec si le monde continue à produire du CO₂ et d'autres gaz à effet de serre au même niveau qu'aujourd'hui.

Selon Sandeep Sengupta, Global Policy Lead, Climate Change à l'UICN, l'amélioration de la conservation, de la gestion et de la restauration des écosystèmes existants pourrait certes



Richard Lilley

contribuer à réduire les émissions dues à des activités telles que l'agriculture et la déforestation, et à créer de nouveaux puits de carbone, mais les SFN ne peuvent remplacer une réduction ambitieuse des émissions dans tous les secteurs de l'économie mondiale. Selon lui, les investissements à grande échelle dans les SFN doivent s'accompagner d'une décarbonation rapide. À défaut, les efforts déployés sur les deux fronts risquent d'être inefficaces. Comme il le souligne, « chaque centième de degré de réchauffement au-delà de 1,5 °C sape la capacité de ces écosystèmes à fournir ces services ».

PRÉPARER LA NATURE À L'AVENIR

Face aux changements imprévisibles qui nous attendent, les SFN doivent être plus dynamiques, adaptables et tournées vers l'avenir que les programmes de conservation traditionnels. Les paramètres d'un projet peuvent évoluer avec le temps, et le projet doit viser à lutter contre les menaces à long terme, comme la désertification et l'élévation du niveau de la mer.

Enfin, et c'est peut-être le plus évident, nous devons définir clairement ce qu'est une SFN. Pour que les solutions fondées



Des « arbres » en fibre de verre permettent de faire pousser du corail, ensuite transporté vers des sites de restauration



Plantation
d'herbes marines

« LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE
DOIVENT ÊTRE PLUS DYNAMIQUES
ET TOURNÉES VERS L'AVENIR »

sur la nature contribuent à un tiers des efforts d'atténuation du changement climatique d'ici 2030, une définition précise est nécessaire pour que soient privilégiés les projets les plus efficaces, ayant le plus d'impact et faisant l'objet d'un suivi rigoureux.

Définies pour la première fois par l'UICN en 2016, les SFN ont vu leur définition évoluer légèrement depuis pour refléter la diversité des écosystèmes et la complexité des défis sociétaux qui doivent être relevés à l'échelle mondiale. En 2022, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) a publié la définition suivante, approuvée au niveau multilatéral :

« Les solutions fondées sur la nature sont des actions visant à protéger, conserver, restaurer, utiliser durablement et gérer des écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins naturels ou modifiés, qui permettent de relever des défis sociaux, économiques et environnementaux de manière efficace et adaptative, tout en produisant des avantages en termes de bien-être humain, de services écosystémiques, de résilience et de biodiversité ».

Grâce aux conseils de centaines d'experts et de professionnels de plus de 100 pays, l'UICN a également mis au point une norme mondiale assortie de huit critères qui garantissent que les SFN soient fondées sur des données probantes, rigoureuses et reproductibles.

Comme l'explique Stewart Maginnis, Directeur mondial pour le Groupe sur les solutions fondées sur la nature de l'UICN, « pour exploiter le plein potentiel des solutions fondées sur la nature, nous devons veiller à ce que les actions mises en place aujourd'hui produisent concrètement les avantages souhaités pour la société et la biodiversité.

La norme mondiale offre un cadre rigoureux, cohérent et responsable qui permettra d'éviter tout abus et de faire passer les solutions fondées sur la nature de l'échelle locale à l'échelle mondiale ».

Résolutions pertinentes de l'UICN

- 1) WCC 2020 Res 007
- 2) WCC 2020 Res 031
- 3) WCC 2020 Res 060
- 4) WCC 2016 Res 069
- 5) WCC 2016 Rec 107

DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE DANS LE MONDE ENTIER

EN VILLE

Villes éponges, Chine

Les eaux de pluie sont retenues par des toits recouverts d'herbe qui assurent une évacuation progressive. Des parcs de rétention des eaux pluviales réduisent les inondations dans 16 villes.

Agriculture sur les toits, Égypte

Au Caire, une centaine de toits verts atténuent l'effet d'îlot de chaleur urbain et sont assortis de lits d'eau hydroponiques pour la culture de légumes.

Écoquartiers, Malaisie

Les rues des quartiers urbains de l'île de Penang sont bordées d'arbres et les façades de bâtiments sont « vivantes », afin de réguler le ruissellement des eaux de pluie.

À LA CAMPAGNE

Plomberie préhistorique, Pérou

Une précieuse canalisation d'eau a été réparée dans les Andes grâce aux savoirs autochtones et à des technologies modernes pour lutter contre les sécheresses.

Barrages vivants, Thaïlande

Des racines des banyans poussent à l'intérieur d'une construction en bambou, en sable et en fibre de coco qui enjambe les rivières pour créer des barrages vivants qui stabilisent les sédiments.

Plantation d'huiles alimentaires, Pakistan

Les agriculteurs de la vallée de Swat cultivent des oliviers résistants à la sécheresse pour produire des huiles jusqu'alors importées.

EN MER

Plantation de corail, Vanuatu

Les communautés autochtones des îles de Nguna et Pele ont planté 3 000 fragments de coraux résistants au climat pour atténuer les tempêtes.

Restauration de mangroves, Équateur

Les pépinières de graines dans l'estuaire du Río Esmeraldas contribuent à la régénération des mangroves, qui renforcent la résilience des côtes face à l'élévation du niveau de la mer.

Brise-lames fait d'huîtres, Bangladesh

Sur l'île de Kutubdia, les huîtres cultivées sur des récifs en béton stabilisent les vasières afin d'étendre les marais salants.

« Aucune voix n'est trop petite »

La militante **Vanessa Nakate** parle à Tom Ireland de son combat pour faire entendre dans le monde entier la voix des personnes en première ligne face au changement climatique



Vanessa Nakate est une militante ougandaise qui se bat pour la justice climatique. Son travail montre que le changement climatique n'est pas qu'une source de préoccupation pour l'avenir, mais sème déjà la mort et la destruction dans son pays d'origine et dans les communautés de l'Afrique toute entière.

Vanessa a commencé à militer en organisant une petite manifestation dans les rues de Kampala, afin d'attirer l'attention sur l'urgence climatique et la destruction de la forêt tropicale congolaise. Voyant que son message se diffusait en Ouganda et au-delà, elle a fondé le mouvement Rise Up, afin d'amplifier les voix des militants de toute l'Afrique. À seulement 26 ans, elle a pris la parole lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF et a écrit un livre sur l'activisme, *A Bigger Picture*.

En 2020, une grande agence de presse a rogné une photo sur laquelle Vanessa apparaissait aux côtés de Greta Thunberg et d'autres militants blancs pour le climat, et l'en a fait disparaître. En réponse, elle a déclaré que l'agence avait « effacé un continent entier » de sa couverture médiatique du sujet. Elle insiste régulièrement sur l'importance d'écouter les voix africaines, en particulier celles des enfants et des communautés marginalisées.

Pouvez-vous nous dire sur quoi vous travaillez en ce moment ?

Je travaille sur le projet *Vash Green Schools*, que j'ai lancé en 2019 pour installer des panneaux solaires et des cuisinières propres dans les écoles ougandaises. À ce jour, nous sommes intervenus dans 39 établissements, ce qui a bénéficié à environ 13 000 enfants. Demain, nous entamons une nouvelle phase d'installation dans six écoles de Kayunga. Et je travaille sur plusieurs campagnes en ligne avec d'autres militants.

Quand avez-vous commencé à prendre conscience de l'impact du changement climatique sur Kampala, où vous avez grandi ?

En 2018, j'ai fait des recherches sur certains des problèmes auxquels la population ougandaise est confrontée, et j'ai beaucoup appris sur le changement climatique. J'ai compris que ses effets se faisaient déjà sentir. Dans certaines régions de l'Ouganda, par exemple dans l'est du pays, des inondations et des glissements de terrain catastrophiques liés au changement climatique ont semé la destruction et fauché de nombreuses vies humaines. Ces drames touchent aux besoins fondamentaux de la vie : alimentation, accès à l'eau, accès aux services de santé et à un abri.

De plus, l'Ouganda dépend fortement de l'agriculture. Or, à cause du changement climatique, les conditions météorologiques deviennent imprévisibles pour



les agriculteurs en zone rurale. L'insécurité alimentaire plonge davantage de personnes dans l'extrême pauvreté, ce qui conduit les enfants à abandonner l'école. C'est ce qui m'a décidé à rejoindre le mouvement pour le climat.

Pour celles et ceux qui nous lisent et voudraient faire entendre leur voix, pouvez-vous nous raconter votre parcours, vous qui avez commencé par une petite manifestation pour devenir une activiste de portée mondiale ?

J'étais quelqu'un d'extrêmement timide. Ce n'est qu'en 2019 que j'ai trouvé la force et le courage de fabriquer une pancarte et de descendre dans la rue. Mes frères et sœurs et mes cousins se sont joints à moi. J'ai tenu bon et, chaque vendredi, j'y suis retournée et j'ai continué comme ça. Toute action est bonne à prendre, il faut comprendre qu'aucune voix n'est trop petite pour changer les choses, et qu'aucune action n'est trop petite pour transformer le monde.

Il est difficile de mettre des mots sur ce que j'ai éprouvé devant tant de gens. Je ressens une certaine force et une certaine confiance lorsque je parle de la réalité de la crise climatique et de ce qu'il faut faire. Je ne dirai pas que cela a été facile, mais j'ai gagné en confiance à chaque fois que je me suis adressé à un nouveau public.

Selon vous, quelles actions doivent être mises en œuvre pour atténuer les problèmes dus au réchauffement climatique en Ouganda et dans toute la région ?

Les conclusions du dernier rapport du GIEC n'avaient rien de nouveau : nous devons réduire les émissions, sans attendre. Chaque fraction de degré compte pour les personnes en première ligne, et elles ont déjà besoin d'aide.

Il faut que les pays les plus riches, principaux responsables de la hausse

des émissions, se montrent à la hauteur. Ils doivent mettre fin aux nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles, investir dans les énergies propres, et aider les pays du Sud à faire de même.

Un fonds a été créé lors de la COP27 pour les pertes et dommages, mais pour l'instant c'est une coquille vide. Il faut que les pays l'abondent pour aider les personnes qui souffrent déjà.

Parlez-nous un peu de la forêt tropicale congolaise et de votre message aux Membres de l'UICN sur son importance.

Un jour lors d'une réunion, on m'a demandé pourquoi l'Amazonie et d'autres forêts tropicales focalisaient toute l'attention, au détriment de la forêt tropicale du Congo. J'ignorais qu'il s'agissait de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, et de la plus grande d'Afrique. Outre les milliers d'espèces animales et végétales qu'elle abrite, plus de 70 millions de personnes dépendent de cette forêt.

Or il est possible qu'elle disparaisse complètement d'ici 2100. C'est en apprenant cela que j'ai commencé à sensibiliser les gens à l'importance de la forêt tropicale congolaise et d'en parler.

Comment faites-vous pour rester positive et dynamique, et continuer à faire ce que vous faites et à vous battre pour l'environnement ?

Être militante n'est pas toujours facile, surtout quand les mesures nécessaires ne sont pas mises en œuvre et que les catastrophes continuent de toucher autant de personnes. Mais je ne travaille pas seule. Il y a des millions de personnes de tous horizons à travers le monde qui croient également au monde dont je veux. C'est faire partie d'un mouvement, d'une communauté établir des liens d'amitié et travailler ensemble qui me donne de l'espoir.

Récemment, j'ai passé quelques jours dans le comté de Turkana, dans le nord du Kenya, où j'ai rencontré des personnes et des communautés frappées par la sécheresse historique qui sévit dans cette région. Cela a été douloureux, mais le fait de voir combien le changement climatique menace le présent et la survie des gens me donne une vraie motivation.

Ce n'est pas un secret, je suis chrétienne évangélique. La foi est l'essence des choses que l'on espère et la preuve des choses que l'on ne voit pas. Ma foi me donne la force et l'espoir de savoir qu'un autre monde est non seulement nécessaire pour nous tous, mais aussi possible.

« JE RESSENS UNE CERTAINE FORCE

LORSQUE JE PARLE DE LA CRISE CLIMATIQUE »



Manuel Monge-Ganuzas

« La géologie au service de la biodiversité »

Manuel Monge-Ganuzas explique à *S'unir pour la nature* l'importance, pour la préservation du monde naturel, de la protection du patrimoine géologique de la planète, souvent négligé par les programmes de conservation de la nature

ONG NATIONALES ET INTERNATIONALES

Monge-Ganuzas travaille avec trois organisations Membres de l'UICN qui se consacrent à la géoconservation : ProGEO (International Association for the Conservation of Geological Heritage), la Société géologique espagnole et la Société espagnole pour la défense du patrimoine géologique et minier (SEDPGYM). Il est aussi membre du groupe de spécialistes du géopatrimoine de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN.

Qu'est-ce que la géoconservation ?

Nous définissons la géodiversité comme la variété des éléments naturels (minéraux, roches, fossiles, reliefs, sédiments, sols) et les processus géologiques qui les modifient. Avec la biodiversité, elle forme l'ensemble de la diversité naturelle de la planète.

À bien des égards, la géodiversité soutient la biodiversité et procure à la société des bénéfices tant écologiques que culturels. Par exemple, les fluctuations d'un ruisseau de montagne peuvent avoir un impact sur les espèces vivant dans une rivière en aval ; de même, les roches d'un lac

peuvent influencer sur le pH, qui détermine ce qui peut y vivre. Une bonne stratégie de conservation doit sensibiliser à la composante géologique des services écosystémiques. La vie ne peut se développer sans les roches, les sols, les processus géologiques et les minéraux.

Le géopatrimoine rassemble les éléments de la géologie qui, ensemble, représentent l'histoire de la Terre, qu'il s'agisse d'éléments non vivants, comme les couches de roches, ou vivants, comme les fossiles. La compréhension du géopatrimoine nous aide à connaître, étudier et interpréter l'évolution de la Terre.

En quoi consiste la géoconservation ?

De plus en plus de géoscientifiques se consacrent à la géoconservation et à la gestion du géopatrimoine dans le monde entier. Notre rôle est de caractériser et d'évaluer la géodiversité, et de choisir les éléments les plus représentatifs qui devraient être considérés comme faisant

« La géodiversité est partout magnifique, il suffit de la voir et de la comprendre »

partie du géopatrimoine mondial. Cela signifie qu'ils ont de la valeur et méritent d'être sauvegardés pour les générations futures. Il peut s'agir de patrimoine in situ, c'est-à-dire des géosites, ou ex situ, comme les collections de minéraux, de roches, de fossiles ou de météorites dans les musées.

Nous nous heurtons à des défis liés au développement humain et à l'absence de protections juridiques ou d'accords internationaux adéquats, sur des questions telles que le trafic de spécimens géologiques¹ ou la protection des géosites. En outre, les connaissances sur la géoconservation dans les aires protégées font cruellement défaut, non seulement dans les plans de gestion, mais aussi dans les informations données aux visiteurs.

Il existe aussi un important patrimoine culturel lié au patrimoine géologique et minier qu'il faut également être préserver. À ce sujet, la résolution 88 de l'UICN a été adoptée² lors du Congrès mondial de la nature (WCC) en 2020.

Quel est votre site géologique préféré ?

C'est comme si on me demandait quel parent je préfère ! Je suis originaire du Pays basque, et les géosites de cette région sont, à mon sens, les meilleurs des meilleurs. Mais la géodiversité est partout magnifique, il suffit de la voir et de la comprendre. Nous œuvrons avant tout à identifier le patrimoine géologique de la planète. L'idée d'identifier des zones importantes pour le géopatrimoine, sur le modèle des Zones clés pour la biodiversité, fait son chemin depuis la résolution 74 de l'UICN adoptée lors de la Conférence mondiale sur le climat en 2020³.

Comment peut-on se renseigner sur le sujet ?

Le groupe de spécialistes du géopatrimoine de l'UICN a publié des *Lignes directrices pour la géoconservation dans les aires protégées et conservées* et d'autres ressources en lien avec le sujet. Les articles les plus pertinents dans ce domaine sont publiés dans une revue scientifique internationale, *Geoheritage*.

En 2007, nous avons réussi à introduire la géoconservation dans la loi espagnole sur la conservation naturelle, de sorte que l'Espagne dispose maintenant d'un cadre solide pour la géoconservation. Les Membres de l'UICN dans d'autres pays pourraient s'en inspirer.

Groupe de spécialistes du géopatrimoine
www.iucn.org/our-union/commissions/group/iucn-wcpa-geoheritage-specialist-group

Lignes directrices pour la géoconservation dans les aires protégées et conservées
portals.iucn.org/library/node/49132

Résolutions pertinentes de l'UICN : 1) WCC 2016 Res 083 2) WCC 2020 Res 088 3) WCC 2020 Res 074



Lac Clear,
parc national
du Mont-Riding

La pêche au harpon des poissons invasifs avec Parcs Canada

Une nouvelle technique visant à protéger les écosystèmes d'eau douce dans le parc national du Mont-Riding

ÉTAT MEMBRE DE L'IUCN

En tant que fière sentinelle d'un vaste réseau de lieux uniques, Parcs Canada est responsable de la protection et de la mise en valeur d'exemples significatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada. En s'appuyant sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles, l'organisation pilote un programme de travail visant à surveiller et restaurer les écosystèmes, à protéger et reconstituer les populations d'espèces menacées au niveau local, et mène des recherches importantes qui nous aident à mieux comprendre le changement climatique.

Une technique inédite

L'écologiste aquatique Michele Nicholson explique à *S'unir pour la nature* comment Parcs Canada cherche à atténuer les dégâts causés par des poissons invasifs dans le splendide lac Clear, dans le parc national du Mont-Riding, au Manitoba.

« Nous collaborons avec les Premières nations de la région pour tester une nouvelle technique de protection du lac Clear. Il y a quelques années, des pêcheurs

nous ont signalé qu'ils commençaient à voir et à attraper des achigans à petite bouche dans le lac Clear, ce qui est un vrai problème car ils ne sont pas originaires du Manitoba, et encore moins de ce lac, or c'est un superprédateur très agressif qui mange beaucoup d'autres poissons.

Les Premières nations de la région ont des droits de pêche sur ce lac, et c'est quelque chose que nous voulons préserver, tout en protégeant l'écosystème dans son ensemble. La pêche au harpon a été utilisée dans les océans pour lutter contre des poissons invasifs, mais elle n'a pas vraiment été étudiée dans les milieux d'eau douce, d'où l'intérêt de ce projet. Nous ciblons les achigans qui protègent les nids, ce qui permet aux prédateurs du lac de s'attaquer naturellement aux alevins des achigans.

Que se passera-t-il quand nous aurons terminé cette expérimentation ? Après en avoir fini avec le travail de terrain, nous identifierons le contenu de l'estomac de ces poissons afin de déterminer ce qu'ils ont mangé. Nous enverrons des échantillons à un laboratoire pour qu'il nous donne l'âge des poissons, puis nous compilerons les données et les utiliserons pour déterminer la marche à suivre.



Michele
Nicholson

« Nous ciblons les achigans qui protègent les nids »

Toutes les décisions seront prises collectivement avec les Premières nations de la région. Nous voulons travailler main dans la main pour façonner l'avenir de la protection du lac Clear. »

Une vidéo sur ce projet et d'autres vidéos d'experts de Parcs Canada en action sont disponibles sur la chaîne YouTube de Parcs Canada, youtube.com/@parkscanada

Contributions à la nature, la plateforme de l'UICN

L'an dernier, l'UICN a lancé un nouvel outil de visualisation des données qui permet à ses Membres d'enregistrer et de quantifier les contributions potentielles de leurs projets aux objectifs de conservation mondiaux. *S'unir pour la nature* vous explique les atouts de cette plateforme et comment l'utiliser

Depuis plusieurs décennies, la communauté mondiale de la conservation travaille sans relâche à la réalisation de divers objectifs environnementaux internationaux. Cependant, jusqu'à récemment, il existait peu de moyens de consigner et de comprendre collectivement tous ces travaux : où et quand les projets écologiques sont mis en œuvre, par qui, et dans quelle mesure ils contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux comme le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

L'an dernier, l'UICN a lancé sa plateforme « Contributions à la nature », qui permet aux Membres de l'UICN et à leurs adhérents de consigner de façon simple où ils entreprennent (ou prévoient d'entreprendre) des mesures de conservation et de restauration. La plateforme rassemble des informations sur des projets de toutes tailles, et calcule la contribution potentielle d'actions spécifiques dans des lieux spécifiques à la réalisation de divers objectifs mondiaux pour la biodiversité et le climat.

Depuis son lancement en octobre, près de 10 000 contributions émanant de plus de 130 organisations ont été ajoutées à Contributions à la nature (elles sont représentées par des taches bleu vif en nombre croissant sur la carte du monde de la plateforme). L'UICN souhaite qu'au moins 70 % de ses Membres ajoutent au moins une contribution à la plateforme Contributions à la nature d'ici octobre 2023, dans l'optique d'en faire un outil puissant pour quantifier, comprendre et mettre en valeur l'ensemble des efforts de conservation menés par les Membres de l'Union.

La nature quantitative de cette plateforme en fait un complément de la plateforme Panorama de l'UICN, qui consigne de façon qualitative les réussites en matière de conservation et de



Sternes d'Orient, République de Corée

« La plateforme calcule la contribution d'actions spécifiques dans des lieux spécifiques à la réalisation de divers objectifs pour le climat »

solutions fondées sur la nature. La prochaine phase de son développement consistera à étendre le champ d'action de la plateforme Contributions à la nature pour inclure davantage de domaines (p. ex. les milieux aquatiques), en plus des domaines actuels (milieux terrestres et climat).

COMMENT ÇA MARCHE ?

Le portail Contributions à la nature (www.iucncontributionsfornature.org) est conçu pour être aussi simple que possible à utiliser : les organisations n'ont que huit informations à renseigner, dont certaines

sont facultatives ou peuvent être ajoutées ultérieurement. Les utilisateurs commencent par se connecter et par sélectionner le domaine dans lequel ils travaillent. Les utilisateurs peuvent dessiner une forme directement sur la carte, sélectionner des aires protégées existantes ou des zones clés pour la biodiversité, mettre en ligne des fichiers d'information géographique ou sélectionner un seul point avec un rayon en km².

La plateforme utilise automatiquement l'indicateur STAR (Species Threat Abatement and Restoration, basé sur les informations de la Liste rouge de l'UICN) pour quantifier le potentiel de réduction du risque d'extinction des espèces grâce à l'atténuation des menaces et à la restauration des habitats dans la zone sélectionnée. L'indicateur produit également une ventilation du risque relatif dû à différentes menaces, dont la déforestation, l'exploitation minière, la modification des habitats ou la chasse.



Réserve
de biosphère
de Río Plátano,
Honduras

NAISSANCE D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE

En février 2021, les Membres de l'UICN ont approuvé le programme Nature 2030 de l'UICN, qui définit les ambitions de l'Union pour les dix prochaines années. Ce programme prévoit notamment l'élaboration d'une plateforme numérique où tous les acteurs de l'Union pourraient partager leurs contributions au programme et à d'autres objectifs mondiaux pour la protection de la nature.

Les discussions à ce sujet remontent à plusieurs décennies et, d'ailleurs, les tout premiers statuts de l'UICN stipulaient que l'Union devait être en mesure de présenter le travail qu'elle accomplissait en tant qu'union. Près de 75 ans plus tard, la puissance d'Internet nous permet de collecter et de visualiser facilement toute la diversité des travaux entrepris par l'Union et ses adhérents.



« La plateforme permet de mettre en valeur le travail des organisations, et d'explorer les possibilités de collaboration »

À partir des données du Baromètre de la restauration (ou Baromètre du Défi de Bonn), une valeur est attribuée au potentiel d'atténuation du changement climatique dans la région grâce à la restauration des habitats. Les utilisateurs peuvent ainsi voir dans quelle mesure leur travail contribue à la conservation ou à la restauration de la biodiversité dans leur région, et à l'atténuation du changement climatique fondée sur la nature.

La plateforme affiche non seulement la contribution potentielle des mesures individuelles de conservation et de restauration, mais aussi des indicateurs pour des pays et des régions entières. Par exemple, elle montre qu'un projet au Honduras (voir les études de cas) pourrait contribuer à 5 % de la réduction potentielle du risque d'extinction pour l'ensemble du pays ; que le pays pourrait ainsi fournir 2 % de la contribution totale pour l'ensemble des Amériques ; et que les Amériques représentent au total 44 % de la contribution potentielle du monde à la sauvegarde des espèces.

Les utilisateurs sont invités à saisir les mesures de conservation, de restauration ou d'atténuation du changement climatique qu'ils entreprennent, ainsi que la date de ces actions (qui doivent commencer ou se terminer au cours de cette décennie, 2020-30). Parmi les autres données facultatives à saisir figurent le budget (obtenu ou jugé nécessaire), des informations sur les effectifs et l'équilibre hommes-femmes travaillant sur le projet, ainsi qu'une estimation du nombre de personnes qui bénéficieraient du projet (dont la portée géographique peut être bien plus large que son périmètre initial). Les utilisateurs peuvent aussi ajouter des images et d'autres documents contextuels sur leurs projets, et indiquer les autres partenaires qui participent à leur contribution potentielle.

Les informations sont ensuite soumises à la validation du personnel du Bureau régional concerné de l'IUCN. Une fois cette étape franchie, la contribution est visible par toute personne consultant la plateforme. Les bureaux nationaux et régionaux de l'IUCN peuvent également apporter leur assistance et proposer des formations si nécessaire.



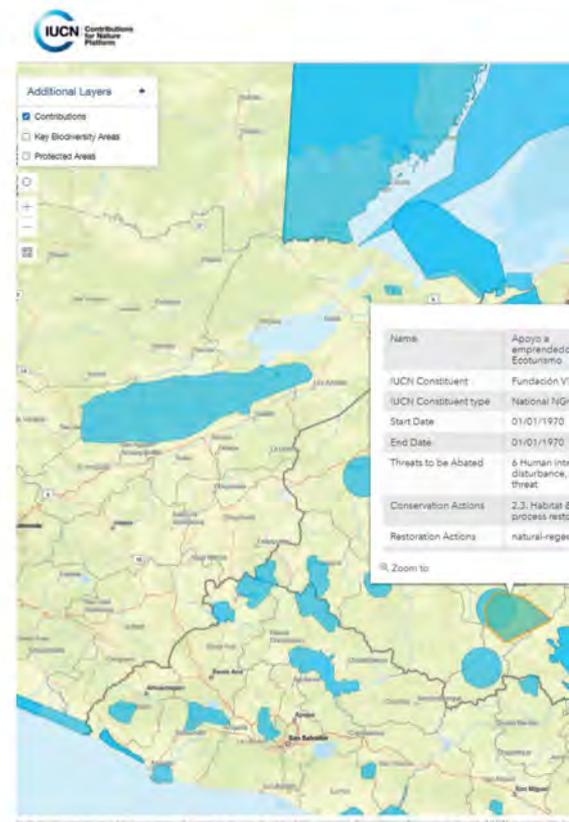
POURQUOI CONTRIBUER ?

Les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'IUCN peuvent consigner leurs actions, quantifier la contribution de leur travail aux objectifs mondiaux et voir comment leur travail recoupe celui d'autres organisations dans la région. La plateforme permet de mettre en valeur le travail des organisations, et d'explorer les possibilités de collaboration avec d'autres groupes travaillant à proximité.

La quantification des contributions aux objectifs mondiaux peut aussi aider les organisations à communiquer sur leur travail, mais aussi éclairer le fléchage des ressources et la rédaction des appels de fonds. La plateforme peut aussi aider les agences gouvernementales ou les États membres à comprendre ce que les organisations font sur leur territoire, et à cerner les lacunes aux niveaux régional et national.

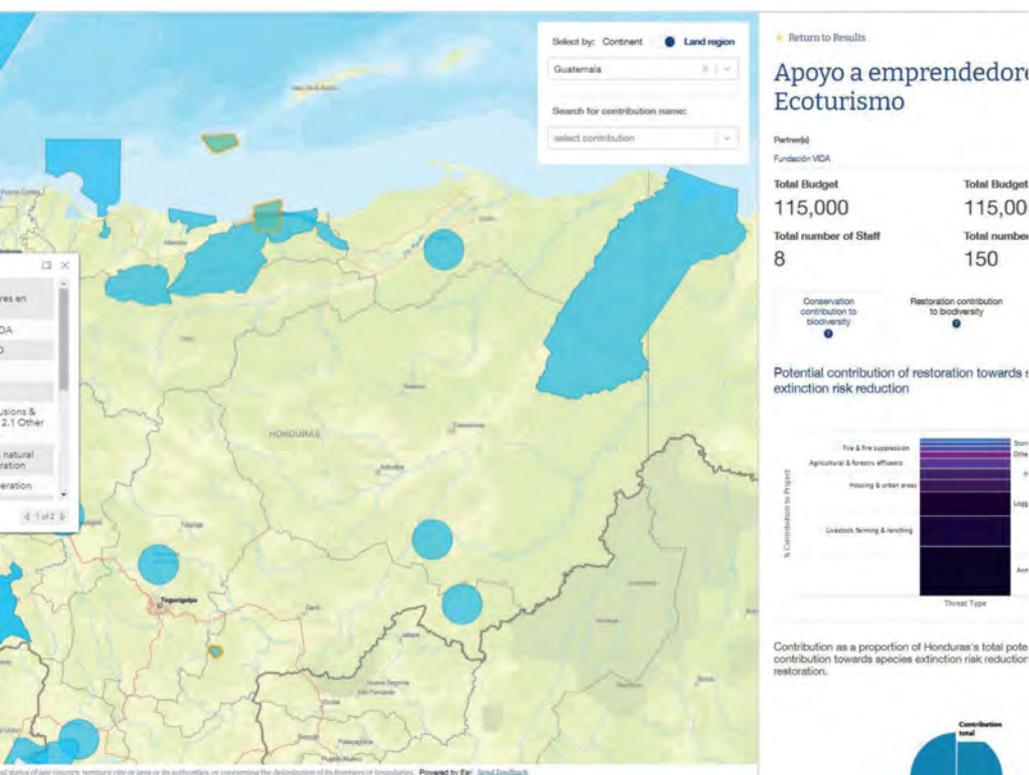
En résumé, la plateforme aide tous les Membres, quel que soit leur profil, et toute l'Union à comprendre et à faire le suivi de la mise en œuvre des efforts de conservation, à l'approche de cette année charnière qu'est 2030 et au-delà.

Rendez-vous sur www.iucncontributionsfornature.org pour ajouter les contributions de votre organisation aux objectifs mondiaux.





Gorille de Grauer,
République
démocratique
du Congo



En haut : Capture d'écran du portail Contributions à la nature, centré sur le Guatemala

ÉTUDES DE CAS

Ministère de l'Environnement République de Corée

L'Institut national d'écologie de la République de Corée, qui relève du ministère de l'Environnement de cet État membre de l'UICN. Est l'un des premiers à avoir contribué à la plateforme Contributions à la nature. Le ministère a déjà enregistré neuf contributions, notamment en faveur de la conservation de la sterne d'Orient et de la restauration des zones humides naturelles de Yongneup sur le mont Daeam.

UICN République démocratique du Congo

Selon la plateforme Contributions à la nature, la conservation des gorilles de Grauer et des chimpanzés dans la réserve naturelle d'Itombwe, en République démocratique du Congo, représente 17 % de la contribution potentielle totale du pays à la conservation de la biodiversité.

Foundation for Rural Business Development et bureau de l'UICN au Mexique

Amérique centrale et Caraïbes (ORMACC), Honduras

La plus grande zone protégée du Honduras, la réserve de biosphère de Río Plátano, abrite des milliers de personnes issues des communautés autochtones et protège 350 000 hectares de forêts tropicales humides, qui couvrent des caps montagneux jusqu'à la côte caraïbe. Les mesures de gestion de la réserve, consignées sur la plateforme Contributions à la nature, représentent 15 % de la contribution totale potentielle du pays à l'atténuation du changement climatique fondée sur la nature.

Defenders of Nature Foundation Guatemala

La réserve de biosphère de la Sierra de las Minas, au Guatemala, abrite certaines des forêts de nuage les plus vastes et spectaculaires d'Amérique centrale. Selon la plateforme Contributions à la nature, les projets de protection la réserve en cours représentent 7 % de la contribution totale potentielle du pays à la réduction du risque d'extinction des espèces par le biais de la conservation.

Événements internationaux 2023

28^{ème} session de l'Autorité internationale des fonds marins (II)

10-28 juillet

Kingston, Jamaïque

La 2^{ème} session de l'ISA poursuivra les négociations débutées lors de la 1^{ère} session (qui s'est déroulée en mars) en vue de finaliser et d'adopter une réglementation sur l'exploitation minière des grands fonds marins. L'UICN appelle au maintien du moratoire actuel sur l'exploitation minière des grands fonds marins.

www.isa.org.jm

Bilan des systèmes alimentaires de l'ONU

24-26 juillet

Rome, Italie

Le bilan 2023 permettra aux pays de passer en revue les engagements pris lors du Sommet des systèmes alimentaires 2021, et de faire part des progrès accomplis et des changements survenus.

www.unfoodsystemshub.org

Réunion des ministres de l'Environnement du G20

28 juillet

Chennai, Inde

Les ministres de l'Environnement des 20 premières économies du monde se réunissent à Chennai avant la réunion du G20 à New Delhi en septembre.

www.g20.org

7^{ème} assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

22-26 août

Vancouver, Canada

Le FEM est un fonds multilatéral qui accorde des subventions et des financements pour des projets liés à des enjeux environnementaux.

Il rassemble des représentants des 183 pays membres et des organisations de la société



Bruno Oberle
à la COP27,
l'an dernier,
en Egypte

civile, du monde de l'entreprise, du monde des sciences, des peuples autochtones, des ONG et de l'UICN.

www.thegef.org

10^{ème} session de la plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES 10)

28 août - 2 septembre

Bonn, Allemagne

L'IPBES est un organisme intergouvernemental créé par les États pour renforcer l'interface entre la science et la politique en matière de biodiversité et de services écosystémiques. L'un des thèmes de la session plénière de l'IPBES 10 sera les espèces invasives. La réunion est précédée de consultations régionales et d'une journée des parties prenantes le 27 août 2023.

www.ipbes.net

Conférence 2023 du World Resources Forum

4-6 septembre

Genève, Suisse

Le World Resources Forum réunira des décideurs politiques internationaux, des entreprises, des scientifiques et des leaders de la société civile pour sa conférence de 2023 sur le thème « Repenser la valeur – Ressources pour le bien-être planétaire ».

www.wrf2023.org

Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20

9-10 septembre

New Delhi, Inde

Les dirigeants des 20 premières économies du monde se réunissent pour aborder les principaux enjeux liés à l'économie mondiale, dont l'atténuation du changement climatique et le développement durable. En 2023, le thème de la présidence indienne du G20 sera « Une terre, une famille, un avenir », soulignant la valeur et l'interconnexion de toutes les formes de vie.

www.g20.org

Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO

10-25 septembre

Riyad, Arabie Saoudite

Le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO se réunit pour discuter de l'identification, de la protection et de la préservation du patrimoine culturel et naturel dans le monde. Il s'agit de la prolongation de la 45^{ème} réunion, qui devait se tenir en Russie en juin de l'année dernière et a été reportée.

www.unesco.org

78^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 78)

12-30 septembre

New York, États-Unis

Les chefs d'État et de gouvernement présentent leurs allocutions annuelles devant l'Assemblée et le monde, le matin du 25 septembre, avec des discours des présidents du Brésil et des États-Unis. Cette année, plusieurs réunions et sommets de haut niveau auront aussi lieu la semaine précédente.

www.un.org

Sommet des Nations Unies sur les Objectifs de développement durable 2023

19-20 septembre

New York, États-Unis

À mi-parcours de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour les Objectifs de développement durable (ODD), les chefs d'État et de gouvernement se réuniront pour examiner les ODD et les progrès accomplis en vue de leur réalisation. Le sommet réunira également des dirigeants d'organisations internationales, du secteur privé, de la société civile, des femmes, des jeunes et d'autres parties prenantes dans le cadre d'une série de réunions de haut niveau avec les chefs d'État et de gouvernement.

www.un.org

Sommet de l'ONU sur l'ambition climatique 2023

18 septembre

New York, États-Unis

L'an dernier, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, annonçait son intention d'organiser un Sommet sur l'ambition climatique en septembre, tout en exhortant les dirigeants des gouvernements, des entreprises, des villes et des régions, de la société civile et de la finance à proposer de nouvelles mesures concrètes et crédibles pour accélérer le rythme du changement. Le sommet se tiendra en parallèle au deuxième sommet sur les Objectifs de développement durable (ci-dessus).

www.un.org

Comité de la CLD pour l'examen de la Convention (CRIC21)

9-13 octobre

Samarkand, Ouzbékistan

Réunion du comité chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD).

www.unccd.int

Leaders Forum de l'UICN : Objectifs mondiaux pour la nature : suivre les progrès, financer les réussites

11-13 octobre

Genève, Suisse

Le Leaders Forum de l'UICN est une nouvelle série d'événements de haut niveau visant à réunir plus fréquemment des dirigeants internationaux sur les grands enjeux de l'agenda international. Le Leaders Forum 2023 servira de lieu d'échange neutre pour discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité, et pour faire avancer les discussions sur la mesure, le suivi et la communication des résultats, ainsi que sur le financement des objectifs mondiaux pour la nature.

www.iucn.org

CDB SBSTA25

16-19 octobre 2023

Nairobi, Kenya

La 25^{ème} réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTA) de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

www.cbd.int

CMS-COP14 : 14^{ème} réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

23-28 octobre

Samarkand, Ouzbékistan

La CMS-COP14 se réunira pour examiner la mise en œuvre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ou Convention de Bonn. L'UICN prodiguera des conseils scientifiques, plaidera en faveur d'une intensification de la conservation des espèces à tous les niveaux et organisera une série d'événements.

www.cms.int

77^{ème} réunion du Comité permanent de la CITES

6-10 novembre

Genève, Suisse

La CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées

d'extinction) est un accord international conclu entre les gouvernements afin de garantir que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces.

Le comité permanent a notamment pour mission de rédiger des résolutions qui seront examinées par la Conférence des parties.

www.cites.org

GEO Week 2023, dont la Plénière GEO-19 et le Sommet ministériel du Cap 2023

6-10 novembre

Le Cap, Afrique du Sud

L'International Group on Earth Observations est un partenariat de plus de 100 gouvernements nationaux et plus de 100 organisations participantes, qui réfléchissent à un avenir dans lequel les décisions et les actions au bénéfice de l'humanité sont éclairées par des observations de la Terre coordonnées, exhaustives et régulières. À l'occasion de cette semaine auront lieu des événements locaux, la Plénière GEO-19 (8-9 novembre) et le Sommet ministériel GEO (10 novembre).

www.earthobservations.org

10^{ème} session de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA)

20-25 novembre

Rome, Italie

Le TIRPAA vise à promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources

phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation, en complément de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

La 10^{ème} session de l'organe directeur du TIRPAA abordera des enjeux de politique générale et la mise en œuvre du traité et du MLS, ainsi que des questions administratives et budgétaires.

www.fao.org

Conférence 2023 des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP28)

30 novembre - 12 décembre

Émirats arabes unis

La 28^{ème} session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP28) se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Les parties évalueront conjointement les progrès collectifs réalisés pour atteindre les objectifs du traité en matière d'atténuation, d'adaptation et de moyens affectés à la mise en œuvre, et étudieront les possibilités de revoir à la hausse les ambitions pour l'avenir.

www.unfccc.int

Pollution plastique INC-3

11-15 décembre

Nairobi, Kenya

Troisième réunion du Comité intergouvernemental de négociation (CIN) chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin.

www.unep.org





Participez à un dialogue international

Leaders Forum de l'IUCN 2023

11-13 octobre 2023

**Centre international de conférences (CICG)
Genève, Suisse**

- Rejoignez les dirigeants mondiaux et les acteurs du changement pour discuter de la mise en œuvre des objectifs et des cibles
- Prenez l'initiative en adoptant des engagements mesurables pour la mise en œuvre des objectifs mondiaux
- Forgez des collaborations pour renforcer l'action collective en faveur de la nature et du climat
- Découvrez les solutions de financement des objectifs pour le climat et la biodiversité
- Réseautez avec des leaders et des acteurs du changement du secteur public, de la société civile et du secteur privé

Le Leaders Forum de l'IUCN est un événement annuel qui réunit en personne des dirigeants et des acteurs du changement du monde entier issus du secteur public, de la société civile et du secteur privé, afin de discuter de solutions innovantes pour faire face aux crises de la biodiversité et du climat, prendre des engagements audacieux, forger des partenariats et jouer un rôle de catalyseur au profit de la conservation de la nature et de la durabilité.

www.iucn.org/IUCNLeadersForum

